



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

PROJET : **PROJET D'APPUI TECHNIQUE A LA DIGITALISATION ET A L'INNOVATION DE LA FILIERE CEREALIERE (PATDIFIC)**

Proposition de l'octroi d'un don sur les ressources du Fonds d'assistance technique en faveur des pays à revenu intermédiaire (FAT-PRI)

PAYS : **RÉPUBLIQUE TUNISIENNE**

Code SAP : **P-TN-AA0-029**

RAPPORT D'EVALUATION

Date : **Novembre 2022**

Equipe du Projet	<p>Chef d'Equipe : Rafâa MAROUKI, Agroéconomiste en Chef, AHAI/RDGN.2</p> <p>Membres de l'Equipe : Vladimir FAGBOHOUN, Juriste en Chef, PGCL.1 Malik FALL, Coordinateur régional en acquisitions, SNFI.1/RDGN Alain NNA, Coordinateur régional en gestion financière, SNFI.2/RDGN Adnene BEZZAOUIA, Environnementaliste, COMA/RDGN Rym GHAZZALI, Consultante SNFI.1/RDGN Fulbert EGNILE, Chargé Principal des décaissements, FIFC.3 Selima GHARBI, Chargé des décaissements, RDGN/FIFC.3 Nancy MUBIMA, Juriste, Consultante PGCL/RDGN</p> <p>Directeur Général : Mohamed EL AZIZI, RDGN Directeur Sectoriel : Martin FREGENE, AHAI Chef de Division : Vincent CASTEL, RDGN.2</p>
Revue des Pairs	M. Hatem FELLAH, Agronome principal, AHAI/RDGC, Wissam GALLALA, Spécialiste en Agro-Industrie, AHAI/RDGN, Mohamed EL OUHABI, Spécialiste en eau, COMA/RDGN, Mamadou KANE, Consultant RDGN.

TABLE DES MATIERES

1.	Introduction	
1.1	Contexte	1
1.2	Objectifs de l’opération	2
1.3	Département régional responsable de la préparation de la demande	2
1.4	Formulaire de demande	2
1.5	Justification de l’utilisation du FPRI	3
2.	Description de l’opération	
2.1	Description des composantes	3
2.2	Description des produits	4
3.	Coûts estimatifs	
3.1	Coûts estimatifs détaillés	4
3.2	Plan de financement	4
3.3	Coûts estimatifs par composante	5
3.4	Coûts estimatifs par catégorie de dépenses	5
4.	Modes de passation des marchés des services	5
5.	Modalités de financement	
5.1	Modalités de décaissement	6
5.2	Exigence de gestion financière	7
6.	Risques environnementaux et sociaux et mesures d’atténuation	7
7.	Modalités d’exécution	
7.1	Evaluation des capacités de l’organe d’exécution	7
7.2	Chronogramme des activités prévues	7
8.	Projet de programme de travail annuel et de calendrier	8
9.	Dispositions juridiques	8
10.	Conclusion et recommandations	
10.1	Conclusion	8
10.2	Recommandations	8
11.	Annexes	9

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Coûts estimatifs détaillés l'opération par activité

Tableau 2 Sources de financement de l'opération

Tableau 3 Coûts estimatifs par composante

Tableau 4 Coûts estimatif par catégorie de dépenses

Tableau 5 Modes de passation de marchés

LISTE DES ANNEXES

Annexe I : Requête de financement du Gouvernement

Annexe II : Matrice des risques liés aux résultats du PATDIFIC

Annexe III :

Annexe IV : Termes de références des études à conduire dans cet AT

- AT 1 : Élaboration et mise en place d'une plateforme digitalisée de suivi mutualisé de la collecte des céréales
- AT 2 : Élaboration d'un Plan de Continuité des Activités et amélioration de la sécurité du système d'information de l'OC
- AT 3 : Élaboration d'un Plan de valorisation des sous-produits céréaliers (poussières et son) et promotion des start-ups innovantes

Annexe V : Spécifications techniques de l'équipement digital

Annexe VI : Plan de Passation des Marchés

Annexe VII : Fiche NOCES du Projet.

EQUIVALENCES MONETAIRES

[Novembre 2022]

Unité monétaire : Dinar Tunisien (DT)

[1 UC]	=	[4,21753 DT]
[1 UC]	=	[1,28329 USD]
[1 US\$]	=	[3,28650 DT]

Liste des abréviations

AEFPF	Facilité africaine de production alimentaire d'urgence
AVFA	Agence de la Vulgarisation et de la Formation Agricole
AT	Appui technique
BAD	Banque Africaine de Développement
BCT	Banque Centrale de Tunisie
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BERD	Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
BM	Banque Mondiale
BNA	Banque Nationale Agricole
BO	Bulletin Officiel
CCGC	Coopérative Centrale des Grandes Cultures
CGF	Contrôle Général des Finances
COCEBLE	Coopérative Centrale du Blé
COVID-19	Corona virus disease 2019
CRDA	Commissariat Régional au Développement Agricole
DAO	Dossier d'appel d'offres
DG/PA	Direction Générale de la Production Agricole
DGFIOP	Direction Générale du Financement, des Investissements et des Organismes Professionnels
DG/SVCIA	Direction Générale de la Santé Végétale et du Contrôle des Intrants Agricoles
EHF	Equité Homme Femme
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FAT-PRI	Fonds d'assistance technique en faveur des pays à revenu intermédiaire
FPRI	Fonds pour les Pays à Revenu Intermédiaire
FMI	Fonds Monétaire International
GCT	Groupe Chimique Tunisien
GDA	Groupement de Développement Agricole
GED	Gestion Electronique des Documents
GoT	Gouvernement Tunisien
GTC	Groupe Thématique Céréales-
HAICOP	Haute Instance de la Commande Publique
INGC	Institut National des Grandes Cultures
INRAT	Institut National de Recherche Agronomique
INS	Institut National des Statistiques
JEA	Jeunes Entrepreneurs Agricoles
MARHPM	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche Maritime
ME	Ministère des Finances
MEP	Ministère de l'Économie et de la Planification
MGAF	Manuel de gestion administrative et financière
MGP	Mécanisme de Gestion des Plaintes
MTGES	Manuel technique de gestion environnementale et sociale
NA	Non Appliqué
OC	Office des Céréales
ONAGRI	Observatoire National de l'Agriculture
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAUSAT	Projet d'Appui d'Urgence à la Sécurité Alimentaire en Tunisie
PCA	Plan de Continuité des Activités
PCI	Plan de Continuité Informatique
PEPP	Plan d'Engagement des Parties Prenantes
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PGP	Plan de Gestion des Pestes
PIB	Produit Intérieur Brut
PPM	Plan de passation des marchés
PPP	Partenariat Public Privé
PSST	Plan de Santé Sécurité des Travailleurs et des populations
SA	Secteur Agricole
SAU	Superficie Agricole Utile
SMSA	Société Mutuelle de Services Agricoles
TdR	Termes de Référence
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UC	Unité de Compte
UE	Union Européenne
USD	Dollar américain

INFORMATIONS SUR LE DON

Informations sur le Client

BENEFICIAIRE : République Tunisienne

AGENCE D'EXECUTION : Office des Céréales/Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche Maritime, (MARHPM)

Plan de Financement

Source	Montant	Instrument
FAT-PRI (administré par la BAD)	300 000 UC	Don FPRI
OC/MARHPM	50 000 UC	Ressources internes (Budget de l'Etat)

CADRE DE RÉSULTATS

A INFORMATIONS SUR LE PROJET

■ INTITULÉ ET CODE SAP DU PROJET : Projet d'appui technique à la digitalisation et à l'innovation de la filière céréalière en Tunisie (PATDIFIC) // Code SAP :P-TN-AA0-029	■ PAYS/RÉGION : TUNISIE / RDGN
■ OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DU PROJET : Soutenir la transformation digitale des fonctions de l'Office des Céréales et la valorisation des sous-produits céréaliers.	
■ INDICATEUR(S) D'ALIGNEMENT : (i) Rendement et chaîne de valeur des céréales ; (ii) Productivité du travail agricole ; (iii) Appui à l'innovation et à l'utilisation de nouvelles technologies	

B MATRICE DES RÉSULTATS

CHAÎNE DE RÉSULTATS ET DESCRIPTION DES INDICATEURS	INDICATEUR DU CMR/DE L'ADOA	UNITÉ DE MESURE	RÉFÉRENCE (2022)	CIBLE À L'ACHÈVEMENT (2024)	MOYENS DE VÉRIFICATION
■ Enoncé d'effet 1 : Plateforme digitalisée de la collecte des céréales opérationnelle					
Indicateur d'effet 1.1 : Plateforme digitalisée en place et fonctionnelle	X	Oui/Non	Non	Oui (2024)	Rapports d'activités de l'OC/ Rapports d'activités et de résultats du Projet.
■ Enoncé d'effet 2 : Sécurité du système d'informations de l'OC améliorée					
Indicateur d'effet 2.1 : Sécurité du système d'informations de l'OC audité et consolidée	X	Oui/Non	Non	Oui (2024)	Rapports d'activités de l'OC/ Rapports d'activités et de résultats du Projet.
■ Enoncé d'effet 3 : Plan de valorisation des sous-produits céréaliers élaboré et mis en œuvre					
Indicateur d'effet 3.1 : Sous-produits céréaliers valorisés (poussières et sons)	□	Oui/Non	Non	Oui (2024)	Rapports d'activités de l'OC/ Rapports d'activités et de résultats du Projet.
■ Enoncé de produit 1 : Transformation digitale des fonctions de l'Office des Céréales soutenue					
Indicateur de produit 1.1 Validation du rapport définitif de l'AT (P.1) : Élaboration et mise en place d'une plateforme digitalisée de suivi mutualisé de la collecte des céréales	□	Oui/Non	Non	Oui (2024)	Rapports d'activités de l'OC/ Rapports d'activités et de résultats du Projet/ mémoires de supervision /BTOR des missions de la Banque.
Indicateur de produit 1.2 : Validation du rapport définitif de l'AT (P.2) : Élaboration d'un Plan de Continuité des Activités et amélioration de la sécurité du système d'information de l'OC	□	Oui/Non	Non	Oui (2024)	
Indicateur de produit 1.3 : Equipement digital installé	□	Oui/Non	Non	Oui (2023)	
■ Enoncé de produit 2 : Valorisation des sous-produits céréaliers (poussières des céréales et sons) assurée					
Indicateur de produit 2.1 : Validation du rapport définitif de l'AT (P.3) :	□	Nombre	0	4	Rapports d'activités de l'OC/ Rapports d'activités et de résultats du Projet/ mémoires de supervision /BTOR des missions de la Banque
Indicateur de produit 2.2 : Formation des start-ups innovantes assurée		Nombre	0	12 (2024)	
Indicateur de produit 2.3 : Start-ups innovantes installées et accompagnées		Nombre	0	6 (2024)	
Indicateur de produit 2.4 : Rapport d'évaluation des résultats et des acquis enregistrés élaboré		Nombre	0	1 (2024)	
■ Enoncé de produit 3 : Coordination et gestion du Projet assurées et capacités renforcées					
Indicateur de produit 3.1 : Membres de l'équipe de gestion mobilisés	□	Nombre	0	3	Rapports d'activités et de résultats du Projet/ mémoires de supervision /BTOR des missions de la Banque
Indicateur de produit 3.2 : Rapports d'activités et résultats/semestre fournis		Nombre	0	4	

(1) : Processus de recrutement du cabinet d'audit engagé sur les ressources nationales pour le système SI et sera opérationnel début 2023.

1. Introduction

1.1 Contexte

1.1.1 Pour faire face à la crise alimentaire et aux perturbations de l'approvisionnement en intrants agricoles découlant de la guerre en Ukraine qui est venue aggraver les impacts liés à la pandémie COVID 19 et à la sécheresse, la Banque a mis en avant plan l'appui à la filière céréalière et a financé un projet d'urgence (PAUSAT) dans le cadre de la Facilité africaine de production alimentaire d'urgence (AEFPF) récemment approuvée par le Conseil d'Administration de la Banque (20 mai 2022) avec un prêt BAD d'un montant de prêt BAD de 80 millions USD. Cette assistance sera poursuivie en 2023 par un second projet d'investissement orienté vers la promotion de la collecte, le stockage et le transport céréaliers (aval de la filière) en plus des activités d'appui à la production et la productivité céréalière (amont de la filière). Ces projets sont bien ancrés aux orientations stratégiques de la Banque et du Pays et répondent à une urgence en termes de besoins d'amélioration de la sécurité alimentaire et de couverture des besoins exprimés aussi bien pour l'alimentation humaine qu'animale (maintien du cheptel et de la production animale) et également et éviter une rupture d'approvisionnement à court terme en denrée alimentaires de base. En effet, le pays est particulièrement exposé aux risques engendrés par l'invasion de l'Ukraine par la Russie étant donné sa grande dépendance des importations de céréales notamment en provenance de ces deux pays. D'après l'Etude sectorielle sur la filière céréalière en Tunisie, réalisée par la Banque en juillet 2021, les volumes de céréales importés, durant la décennie 2010-2020, ont atteint en moyenne 2,17 millions de tonnes par an toutes céréales confondues soit un taux de dépendance annuel moyen vis-à-vis des importations de céréales de 72 %. Ce taux est encore plus élevé pour l'orge et le blé tendre (respectivement 79% et 92%). La dépendance du pays par rapport aux importations du blé dur, moins forte que pour le blé tendre et l'orge, reste malgré tout de 47 %.

1.1.2 L'objectif de ces opérations en appui à cette filière stratégique est de contribuer à l'amélioration de la sécurité et de l'autosuffisance alimentaires à travers des interventions d'urgence pour promouvoir l'inclusion et la résilience de la filière céréalière face aux chocs extérieurs et aux changements climatiques. Ces projets contribueront à augmenter les superficies emblavées ainsi que la production et la productivité du blé dur et de l'orge. Ils permettront d'emblaver une superficie additionnelle en céréales et une augmentation de la production et de la productivité. Ils auront un impact réel sur la sécurité alimentaire de toute la population tunisienne et en particulier des populations vulnérables et de la classe moyenne dont l'alimentation est basée, essentiellement, sur les produits à base de céréales (pain, pâtes etc) ainsi que l'alimentation du cheptel pour maintenir la production en lait et viande. Face à ces objectifs et attentes, l'Office des Céréales¹ en charge de la gestion des importations des céréales et des divers maillons de la chaîne de valeur post récolte, est appelé à promouvoir ses capacités institutionnelles, de renforcer la transformation digitale de ses fonctions et de soutenir les innovations pour une meilleure valorisation des sous-produits céréaliers en vue de lever les défis et de suivre cette nouvelle cadence.

1.1.3 Il est utile de rappeler que la filière céréalière n'est pas épargnée des effets de la rareté de l'eau, de la forte dépendance aux conditions climatiques, de la limitation des dispositifs d'encadrement et de financement, de l'insuffisance des intrants agricoles et des changements climatiques qui impactent directement la production et la productivité et par conséquent expose le pays à la dépendance vis-à-vis des importations. En effet, *la faible production et productivité est compensée par les importations ce qui renforce le déficit de la balance commerciale*. Cette situation pose un double défi de sécurité alimentaire au pays en termes de réponse aux besoins alimentaires de la population mais aussi de réponse aux besoins en alimentation du cheptel animal, principale source de protéine et de lait pour les populations. La dépendance structurelle de la Tunisie vis-à-vis des importations des céréales est aggravée par le conflit entre l'Ukraine et la Russie et ses répercussions sur les prix des céréales et les nouvelles difficultés logistiques que connaît le commerce international. **Le surcoût dû à la hausse des prix internationaux des**

céréales est estimé pour la Tunisie par la Banque mondiale à 250 millions de Dollars USD - ce qui a amené à une augmentation des besoins de financement rapide et importante au niveau de l'Office des céréales. L'impact de la crise céréalière pourra aussi avoir un effet sur les prix des produits de l'élevage avec les conséquences sur la nutrition des ménages les plus pauvres et de leurs enfants en particulier. C'est cette situation globale, très préoccupante pour la sécurité alimentaire du pays, qui est à la base des deux projets de la Banque qui complètent les autres initiatives de projets lancés par la BM, la BERD et la BEI.

1.1.4 La question de collecte des céréales est cruciale à plusieurs niveaux : i) Organiser la collecte ne peut qu'être bénéfique au profit de la filière, réduire les pertes post-récoltes (estimées à plus de 10% ce qui est non négligeable) ; ii) améliorer la gouvernance et la transparence pour ce maillon important de la chaîne de valeur ; iii) contourner le système déclaratif actuellement appliqué qui présente beaucoup de risques en termes de précision, de traçabilité et de transparence ; iv) renforcer l'équité et appliquer une meilleure approche de paiement et de traçabilité capables de protéger les petits céréaliculteurs ; v) assurer une meilleure gestion des subventions relatives à l'opération de la collecte et vi) améliorer la gestion des importations à travers une meilleure estimation des stocks céréaliers. Les outils de gestion de l'OC (Plan de Continuité des Activités-PCA, Plan de Continuité Informatique-PCI, Audit informatique, sécurité du système d'information, équipement digital, etc) sont d'une grande utilité pour assurer la continuité des activités et renforcer les fonctions de l'OC, ce qui constituent les activités du premier volet de cet appui technique. Le second volet concerne l'innovation à introduire en termes de valorisation des sous-produits céréaliers à travers l'élaboration d'un plan de promotion des sous-produits céréaliers et également la sélection, l'installation et l'accompagnement des start-ups innovantes pour mettre en place des projets innovateurs de valorisation de la poussière céréalière et du son. L'appui technique vient en appui à ces initiatives pour soutenir la transformation digitale des fonctions de l'OC, améliorer sécurité du système d'information de l'OC et la continuité de ses activités, promouvoir l'entrepreneuriat et l'innovation pour une meilleure valorisation des sous-produits céréaliers.

1.2 Objectif de l'opération

1.2.1 La présente opération d'appui technique, à travers les fonds d'Assistance Technique aux pays à revenu intermédiaire (FAT-PRI), vise à soutenir la transformation digitale des fonctions de l'Office des Céréales et la valorisation des sous-produits céréaliers (notamment la poussière des céréales et le son). Le don MIC permettra plus spécifiquement de :

- Elaborer et mettre en place une plateforme digitalisée de suivi mutualisé de la collecte des céréales (Office des Céréales-OC, DG/Production agricole, Coopératives Centrales et Collecteurs Privés) pour renforcer la gouvernance, l'équité et la transparence dans le système de paiement des céréaliculteurs ;
- Apporter une assistance technique pour l'élaboration d'un Plan de Continuité des Activités (PCA) de l'OC et l'amélioration de la sécurité du système d'informations issue de l'élaboration du Plan de Continuité Informatique (PCI) et l'audit des mesures de sécurité et apporter un équipement digital nécessaire aux activités de l'OC ;
- Elaborer et mettre en place un plan de valorisation des sous-produits céréaliers (notamment la poussière des céréales et le son), installer et accompagner des start-ups innovantes à valoriser ces sous-produits (alimentation humaine, aliments de bétail, fertilisants et composts, etc).

1.2.2 Département responsable de la préparation de la demande : La présente demande de don sur le fonds d'assistance technique aux pays à revenu intermédiaire est préparée et soumise par la division de l'agriculture et de l'agro-industrie du Département Régional Nord (AHAI.3/RDGN).

1.3 Le Formulaire de la demande signé par le Ministre de l'Economie et de la Planification (MEP) et validé par le Vice-Président-RDVP en annexe 1.

1.4 Justification de l'utilisation du FPRI

1.4.1 Le don PRI/MIC vient en appui au Projet d'Appui d'Urgence à la Sécurité Alimentaire (PAUSAT), déjà approuvé par le Conseil de la Banque le 12 octobre 2022 pour un prêt BAD d'un montant de 80 millions USD et à l'opération inscrite pour 2023 ciblant les infrastructures de collecte, de stockage et de transport des céréales (investissements en dur/volet hard).

1.4.2 Cet appui technique (AT) permettra de renforcer les capacités institutionnelles de l'Office des Céréales à travers l'appui de la transformation digitale et les outils digitaux à mettre en place ainsi que la dynamique d'innovation à introduire pour la valorisation des sous-produits céréaliers et la promotion des start-ups innovantes dont les impacts sont significatifs en termes de création d'emplois, d'amélioration de la gouvernance et la gestion de la collecte des céréales, de la sécurité des systèmes d'information et la lutte contre les incendies à la suite de la maîtrise des poussières des céréales. Cet AT, qui est complémentaire aux opérations d'investissement, est aligné aux piliers de la Facilité africaine de production alimentaire d'urgence et il également est aligné i) à la stratégie décennale de la Banque notamment le pilier transverse relatif à la sécurité alimentaire ; ii) au High's 5 et à la stratégie « Nourrir l'Afrique » qui a mis l'accent sur les agrosystèmes par région et a retenu la céréaliculture pour la région de l'Afrique du Nord et a privilégié la transformation digitale et iii) au document de stratégie pays (DSP 2017-2023), qui a retenu le secteur agricole parmi les quatre secteurs prioritaires à soutenir. Il vient en appui aux instruments stratégiques du Pays, notamment la stratégie du secteur agricole 2035 (en cours) et le Plan Céréalier d'Urgence 2025.

2. Description de l'opération

2.1. Description des composantes : Ce don PRI s'articule autour de trois composantes :

2.1.1 Composante 1 – Appui à la transformation digitale des fonctions de l'Office des Céréales : Cette composante ambitionne la modernisation des outils de gestion de l'OC et le renforcement de ses capacités institutionnelles. Elle vise l'appui à la transformation digitale de ses fonctions, la sécurisation de son système d'information et l'assurance de la continuité de ses activités. Elle cible le maillon de la collecte des céréales compte tenu de son importance (l'OC coordonne cette activité avec 4 sociétés mutuelles centrales de services agricoles-SMSA et 17 collecteurs privés)ⁱⁱ. Par conséquent, elle regroupe en plus de l'équipement digital dont les spécifications techniques sont présentées en annexe III, deux prestations de services sous forme d'études à mener dont les TdR figurent en annexe : i) **Étude d'élaboration et de mise en place d'une plateforme digitalisée de suivi de la collecte mutualisée des céréales** sur une durée de 12 mois (non compris les délais de validation) ; ii) **Etude d'élaboration d'un Plan de Continuité des Activités (PCA) et amélioration de la sécurité du système d'information de l'OC** sur une durée de 6 mois (non compris les délais de validation).

2.1.2 Composante 2 - Appui à la valorisation innovantes des sous-produits céréaliers et à l'entrepreneuriat des jeunes : Cette composante propose d'introduire des innovations au niveau de la valorisation des poussières issues de la manipulation des céréales dans les différents silos de l'Office des Céréales (estimées à plus de 10.000 quintaux par an) et faisant suite aux résultats encourageants des essais menés au Centre International des Technologies de l'Environnement qui ont démontré la possibilité de valoriser ces poussières pour: i) un usage de fertilisants des sols et de compostage, et ii) un usage d'aliments de bétail où des acquis doivent être valorisés et certifiés dans ce contexte pour confirmer cet usage au niveau de l'alimentation animal et alléger les déficits fourragers accentués avec les périodes de sécheresses. De même pour la valorisation du son. Cette composante prévoit l'élaboration d'un plan de valorisation de ces sous-produits avec l'identification et la formation d'une douzaine de start-ups qui vont subir plus tard un processus de sélection sur la base d'un processus compétitif et concurrentiel permettant de retenir 6 start-ups innovantes qui seront accompagnées avec un appui pour leur installation et post-installation conformément aux thématiques suivantes :

- ❖ Valorisation de la poussière pour le compostage : 2 start-ups innovantes
- ❖ Valorisation de la poussière pour l'alimentation du cheptel : 2 start-ups innovantes
- ❖ Valorisation du son à usage bio et du concentré du bétail : 2 start-ups innovantes

2.1.3 Composante 3 – Coordination du Projet : Cette composante concerne la gestion du projet est totalement prise en charge par le Budget de l'Etat et la coordination sera confiée à l'UCP/OC du PAUSAT dont l'équipe de coordination est opérationnelle (Plus de 7 cadres).

2.2 Description des produits attendus : Les produits attendus de cette opération sont les suivants : (i) l'Étude et le développement d'une plateforme digitalisée de suivi de la collecte mutualisée des céréales et sa mise en place (test, adaptation et formation des usagers, etc) voir TdR en annexe ; (ii) l'Etude d'élaboration d'un Plan de Continuité des Activités (PCA) de l'OC et un Plan d'action issu de la mise en œuvre du Plan de Continuité Informatique (PCI) permettant de consolider et d'améliorer la sécurité du système d'information de l'OC (Voir TdR en Annexe) ; (iii) L'acquisition d'équipement digital pour équiper la salle de l'OC et la doter d'un écran tactile pour organiser les vidéoconférences et les réunions à distance (Voir spécifications techniques en Annexe) ; (iv) l'élaboration d'un plan de valorisation des sous-produits céréaliers (poussières et son) avec un plan de formation d'une douzaine de start-ups dont 6 start-ups innovantes seront sélectionnées pour être accompagnées pour mettre en place des projets pilotes de valorisation – 6 projets innovants (Voir TdR en Annexe).

3. Coûts du Projet

3.1 Coûts estimatifs détaillés

3.1.1 Les coûts de cette opération sont estimés à près de **450.000 USD** dont près de **385 000 USD (équivalent à 300 000 UC)** seront financés à travers un don du Fonds d'assistance technique aux pays à revenus intermédiaires (FAT-PRI) et **64 165 USD (équivalent à 50 000 UC)** par le Gouvernement Tunisien à travers la mise à disposition de personnels, des moyens logistiques et des locaux sur la durée de vie du Projet de 24 mois. La contribution du Gouvernement représente 16,66% du coût global de l'opération conformément aux Directives de la Banque relatives à la gestion et l'utilisation du FAT-PRI (version révisée, 2020). Le FAT-PRI financera le reste des dépenses, soit la totalité des services de consultants et les biens y compris les imprévus. Les tableaux ci-dessous présentent les coûts détaillés, le plan de financement, les coûts estimatifs par composante, ainsi que les coûts estimatifs par catégorie de dépense.

Tableau 1 : Coûts estimatifs détaillés HT

COMPOSANTES	UC			USD		
	M. Locale	Devises	Total	M. Locale	Devises	Total
Composante 1						
Plateforme digitalisée de collecte des céréales	20 000	80 000	100 000	25 665	102 664	128 329
PCA/Sécurité du système d'information de l'OC	16 000	64 000	80 000	20 532	82 130	102 662
Composante 2						
Valori. spc et promotion des start-ups innovantes	15 000	60 000	75 000	19 250	76 997	96 247
Equipement digital	5 000	20 000	25 000	6 417	25 665	32 082
Imprévus sur services et biens	3 000	16 000	19 000	3 853	20 532	24 385
S/Total Services & Biens	59000	240 000	299 000	76 997	307 990	383 705
Mise à disposition de bureau et logistique	18 000	0	18 000	23 100	0	23 100
Mise à disposition personnel	32 000	0	32 000	41 065	0	41 065
Atelier de mobilisation des parties prenantes	1 000	0	1 000	1 280	0	1 280
S/Total Fonctionnement	51 000	0	51 000	65 445	0	65 445
TOTAL	110 000	240 000	350 000	141 162	307 990	449 152

3.2 Plan de financement

Tableau 2 : Sources de financement HT

SOURCES	UC			USD			%
	M. Locale	Devises	Total	M. Locale	Devises	Total	
Don MIC	60 000	240 000	300 000	76 997	307 990	384 987	83,34%
Gouvernement	50 000	0	50 000	64 165	0	64 165	16,66%
TOTAL	110 000	240 000	350 000	141 162	307 990	449 152	100%

3.3 Coûts estimatifs par composante

Tableau 3 : Coûts estimatifs par composante HT

Composantes	UC			USD		
	M. Locale	Devises	Total	M. Locale	Devises	Total
Composante I	41 000	164 000	205 000	52 614	210 460	263 074
Composante II	15 000	60 000	75 000	19 250	76 997	96 247
Composante III	51 000	0	51 000	65 445	0	65 445
Imprévis	3 000	16 000	19 000	3 853	20 532	24 385
TOTAL	110 000	240 000	350 000	141 162	307 990	449 152

3.4 Coûts estimatifs par catégorie de dépenses

Tableau 4 : Coûts estimatifs par catégorie de dépense HT

CATEGORIES DE DEPENSES	UC			USD		
	M. Locale	Devises	Total	M. Locale	Devises	Total
SERVICES	51 000	204 000	255 000	65 447	261 792	327 239
BIENS	5	20 000	25 000	6 417	25 665	32 082
FONCTIONNEMENT	51 000	0	51 000	64 165	0	64 165
Imprévis	3 000	16 000	19 000	3 853	20 532	24 385
TOTAL	110 000	240 000	350 000	141 162	307 990	449 152

4. Mode de passation des marchés

4.1. Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche Maritime (MARHPM), à travers l'Office des Céréales (OC) sera l'agence d'exécution du projet. L'Unité de Coordination du Projet (UCP) mise en place au sein de l'OC dans le cadre du projet PAUSAT sera responsable de l'acquisition des services de consultants et des biens prévus dans le cadre du projet. Dans le domaine des acquisitions, l'OC n'étant pas familier avec les procédures de la banque ni de bailleurs multilatéraux, l'expert en passation des marchés qui sera recruté dans le cadre du projet PAUSAT et affecté à l'UCP assumera les fonctions de responsable en acquisitions sous la supervision directe du Coordonnateur du Projet.

4.2. La Banque a procédé à l'ajustement de l'évaluation du système de passation des marchés du pays (SPM) pour le mettre dans le contexte de la mise en œuvre du présent Projet afin d'identifier le niveau de risque lié à son utilisation pour les appels d'offres de ce projet. Les résultats de cet ajustement combinés avec les évaluations faites ont permis de conclure que le SPM n'est pas indiqué pour les recrutements de consultants (Voir BPAR 2017 mis à jour en 2021). Cependant, les biens de faible valeur d'équipement digital (écran tactile intelligent pour la salle de l'OC) et disponibles dans le marché local pourront être acquis par compétition à travers le système national des marchés publics (SPM) qui a été évalué acceptable par la Banque pour les contrats de Biens et Travaux de risque faible.

4.3. Toutes les acquisitions de services de consultants et de biens, financées par les ressources de la Banque dans le cadre de ce projet, se feront conformément à la Politique de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque (« Politique de la BAD »), édition octobre 2015 et selon les dispositions qui seront mentionnées dans l'Accord de financement. En application de la Politique de la BAD, toutes les sélections des consultants à financer dans le cadre de ce projet se feront conformément aux Méthodes et Procédures de la Banque (MPMB) et aux dispositions du paragraphe 8.6 du document de la politique d'acquisitions de la Banque en utilisant les dossiers type de la Banque. Ces missions sont estimées à 280.000 UC hors taxes et seront acquises par liste retreinte selon la méthode basée sur la qualité et le coût (SBQC). L'acquisition du Bien (équipement digital) (25000 UC) sera passée selon le système national de passation des marchés (SPM) conformément aux dispositions du Décret n°2014-1039 du 13 mars 2014 portant réglementation des marchés publics « DMP » en vigueur en utilisant les dossiers d'appel d'offres type (DTAO) émis par la HAICOP et disponibles sur le site internet des marchés publics Tunisiens. Plus spécifiquement l'acquisition du Bien (équipement digital) se fera comme suit :

- Tous les marchés de biens d'un montant TTC compris entre cent mille (100 000) DNT (environ 24.000 UC) à trois cent mille (300.000) DNT (environ 70.600 UC), peuvent être passés selon une procédure simplifiée d'appel d'offres telle que décrite par les dispositions des articles 50 et 51 du DMP ;
- Tous les marchés de biens et services inférieurs à un montant TTC de 100.000 TND (environ à 24.000 UC) seront passés par voie de consultation de fournisseurs conformément aux dispositions de l'article 5 du DMP.

Le tableau 5 ci-dessous présente succinctement les différentes modalités de passation des marchés prévues dans le cadre du projet, présentées par catégorie de dépenses :

Tableau 5 – Modes de passation de marchés

Catégories	Montants (UC)				
	Utilisation du Système de la BAD Liste restreinte	Utilisation du système national			Total
		Procédure simplifiée d'appel d'offres	Atelier de mobilisation des PP	Non financé par la Banque	
Services de consultants					
Etude d'élaboration et de mise en place d'une plateforme digitalisée de suivi mutualisé de la collecte des céréales	100 000				100 000
Etude d'élaboration d'un Plan de Continuité des Activités (PCA) et amélioration de la sécurité du système d'information de l'OC	80 000				80 000
Etude d'élaboration d'un Plan de valorisation des sous-produits céréaliers (poussières et son) et promotion des start-ups innovantes	75 000				75 000
Biens					
Equipement digital		25 000			25 000
Imprévus					19 000
Total					299 000
Fonctionnement			1 000	50 000	51 000
Total Général					350 000

4.4. *Audit spécialisé en marchés publics* : Dans le cadre de l'utilisation du SPM, il est exigé de conduire un audit des marchés. Cet audit permettra à la Banque de se faire une opinion sur la qualité du fonctionnement du SPM dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Le Donataire fera auditer le marché de Biens du projet par le Contrôle Générale des Finances (CGF) dont les résultats d'examen seront pris en charge au niveau du rapport d'audit des états financiers.

4.5. *Avis général de passation des marchés* : Afin d'informer à l'avance les soumissionnaires potentiels des opportunités d'affaires programmées dans le cadre du projet, un Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) devra être publié. Le texte de l'avis général de passation des marchés sera convenu avec le donataire et sera publié dès l'approbation par la Banque de Don sur le site Internet de la Banque et sur UN Développent Business (UNDB) online.

4.6 *Soumission dématérialisée des offres et sécurité* : Depuis 1er septembre 2018, l'utilisation du système des achats publics en ligne "TUNEPS" (Tunisian e-procurement system) est obligatoire à tous les acheteurs publics. La Banque a procédé à l'évaluation du système pour s'assurer de la sécurité de plateforme TUNEPS. Les résultats de cette évaluation ont révélé certaines insuffisances qui sont en train d'être remédiées. Le système TUNEPS ne sera pas utilisé pour les marchés financés par la Banque pour lesquels le système tunisien des marchés publics est applicable. A la suite de l'évaluation, les DAOs qui seront utilisés dans le cadre du SMP Tunisien sont ceux émis par la HAICOP et disponibles sur le site internet des marchés publics Tunisiens.

4.7 *Dérogation sur l'éligibilité* Les ressources de la Banque prévues pour financer les activités du projet proviennent du guichet BAD. En conséquence, les règles d'éligibilité propres

au guichet BAD sont à priori applicables. Par suite de l'évaluation des risques et capacités en passation des marchés, il a été décidé d'utiliser le Système National de passation des marchés pour une partie de ce projet. Les règles d'éligibilité aux contrats publics en droit tunisien n'étant pas les mêmes que celles du guichet BAD, il convient de prévenir toute incompatibilité pratique. Pour ce faire, le PAUSAT bénéficiera pour le volet mis en œuvre selon le système national des marchés publics, de la dérogation partielle (seuls des contrats d'une taille précisées sont concernés) accordée par le conseil d'administration de la Banque (« le Conseil ») en Mars 2017 (cf. Document ADB/BD/WP/2016/184/ Rev.2) pour la non application de la règle d'origine du guichet BAD (telle que prévue à l'article 17.1.d Principes de gestion, de l'Accord portant la création de la Banque africaine de développement, dite règle d'origine) pour tous les contrats de biens inférieurs ou égaux à 1 million d'UC qui sont financés par des ressources du guichet BAD et conclus conformément à un système national de passation des marchés. Ainsi, les règles en matière d'éligibilité applicables pour tous les contrats conclus dans le cadre de ce projet selon le système tunisien des marchés publics seront les règles nationales d'éligibilité auxquelles s'ajoutent les dispositions des paragraphes 5.3 de la Politique de la BAD. En conséquence et à titre indicatif, même en utilisant le système national, les ressources des prêts de la Banque ne pourra pas servir à financer un contrat attribué à un soumissionnaire sous sanctions par le groupe de la Banque. Au cas où en dépit de ces dispositions, un contrat viendrait à être conclu avec un soumissionnaire sous sanction par le groupe de la Banque, ce contrat ne sera pas financé par les ressources des prêts de la BAD. La liste des sociétés sous sanctions est disponible au <https://www.afdb.org/debarred>.

4.8 Le bénéficiaire soumettra un *plan de passation des marchés (PPM)* à l'approbation de la Banque. Ce PPM couvrira une période minimale de dix-huit (18) mois et indiquera les marchés à passer pour l'acquisition des services de consultants et des biens. Il indiquera également les dates de ces procédures ainsi que les méthodes de sélection. Ce plan sera, avec l'approbation préalable de la Banque, mis à jour annuellement ou en tant que de besoin, durant la mise en œuvre.

5. Modalités de gestion financière

5.1 *Décaissements* : Les décaissements se feront conformément aux Règles de décaissement de la Banque telles que décrites dans le manuel des décaissements, en particulier, les clauses relatives à la suspension des décaissements. Il n'est pas prévu d'ouvrir un compte spécial pour le don. Tous les règlements des factures des consultants se feront à travers la méthode du paiement direct ou la méthode du remboursement des dépenses préalablement autorisées par la Banque et préfinancées par l'OC sur ses propres ressources.

5.2. *Gestion financière* : La gestion financière du projet d'assistance technique sera assurée par l'Unité de Coordination du Projet (UCP) du PAUSAT mise en place au sein l'Office des Céréales (OC). L'UCP est rattachée au Cabinet du Président Directeur Général et fonctionne sous sa supervision. Elle est composée de : un Coordinateur, un Responsable financier et comptable et un Responsable des acquisitions. L'UCP sera chargée de l'élaboration avant le début de chaque année d'un Programme de Travail et Budgétisé Annuel (PTBA). Elle préparera à la fin de chaque semestre un rapport d'exécution du budget présentant les écarts entre les prévisions et les réalisations, ainsi que l'analyse de ces écarts. Ce rapport sera annexé à chaque rapport d'activités transmis à la Banque. Pour son contrôle interne, le projet aura pour référence le manuel des procédures appliquée par l'UCP. L'UCP sera chargée de la comptabilité du projet distincte de celle de l'OC et du PAUSAT. Elle produira semestriellement des rapports financiers intérimaires et d'exécution des PTBA du projet. Ces rapports seront adressés à la Banque dans les 45 jours suivant la fin du semestre. Elle sera également chargée de l'élaboration des états financiers annuels du projet à soumettre aux auditeurs externes.

5.3 *Audit externe* : L'audit du projet sera effectué par le Contrôle Générale des Finances (CGF) selon les termes de référence d'audit des opérations de petite taille et des fonds fiduciaires. Il est prévu l'audit du projet à mi-parcours (pour une période n'excédant pas dix-huit

(18) mois et à la clôture du projet. Les rapports d'audit du projet, y compris les rapports sur le contrôle interne, devront parvenir à la Banque au plus tard six mois à compter de la date de clôture des périodes auxquelles ils se rapportent. Toute prorogation de la date de clôture du projet sera conditionnée par la production d'un rapport d'audit intermédiaire.

5.4 *Suspension des décaissements* : Les décaissements des ressources du FAT-PRI seront régis par les règles de la Banque en matière de décaissement en général et celles sur la suspension des décaissements en particulier.

6. Risques environnementaux et sociaux et mesures d'atténuation

6.1 Ce projet est une assistance technique, dont l'objectif et les activités vont permettre l'acquisition des services de consultants et des biens pour le renforcement du système d'information et l'élaboration d'un plan de valorisation des sous-produits. Ce projet a été proposé pour être classé en catégorie 3 conformément à la législation nationale tunisienne et au SSI de la Banque sur la base que les activités du projet, qui présentent des risques environnementaux et sociaux négligeables, n'induisent pas directement ou indirectement d'incidences négatives sur l'environnement naturel et sont peu susceptibles d'avoir des impacts sociaux défavorables. Cette catégorie a été validée le 9/12/2022.

6.2 Les risques liés à l'exclusion sociale, la capture par les élites et la violence basée sur le Genre, notamment lors de la mise en œuvre des activités liées à l'accompagnement des futures startups sont gérables à partir des instruments de gestion de Code de conduite et des plaintes mis en œuvre dans le cadre du projet d'urgence PAUSAT vu que cette AT sera mise en œuvre par la même UCP.

6.3 Les activités financées par cette AT permettront de générer des emplois additionnels, notamment pour les jeunes et les femmes, d'améliorer quantitativement et qualitativement la collecte des céréales, de maîtriser les pertes post-récoltes et de mieux gérer les risques des incendies à la suite d'une meilleure maîtrise des poussières des céréales.

7. Modalités d'exécution et calendrier

7.1 Evaluation des capacités de l'organe d'exécution

7.1.1 L'organe d'exécution désigné par le Gouvernement pour la mise en œuvre de cet AT est l'Office des Céréales (OC) du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche Maritime (MARHPM). Les capacités de l'OC ont été évaluées lors de l'évaluation du PAUSAT et elle a été jugée capable de mettre en œuvre ce projet. Elle exécute, par ailleurs, des opérations importantes sur financement d'autres partenaires au développement de la filière en Tunisie (Banque Mondiale, BERD, BEI et Coopération bilatérale). L'UCP sera appuyée par un comité de pilotage désigné pour chaque étude dont la composition est décrite dans les TdR.

7.1.2 Aussi il est utile de rappeler que sur le plan institutionnel, le MARHPM, en plus de ces expériences antérieures avec la Banque dans le cadre d'autres projets d'investissement et des appuis techniques, exécute présentement, à travers l'Office des Céréales, des projets financés par la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, la BERD et la BEI et de ce fait dispose de compétences institutionnelles jugées satisfaisantes par la Banque. L'OC dispose des ressources financières requises pour la prise en charge des frais d'entretien et maintenance et assurer la valorisation et la durabilité des résultats. Pour renforcer le volet innovation et promotion des start-ups il est recommandé de conclure une convention de collaboration et de partenariat entre l'OC et l'Institut Supérieur de Biotechnologie de Sidi Thabet (ISBST).

7.2 Chronogramme des activités prévues

<u>Activité</u>	<u>Responsable</u>	<u>Échéance</u>
Requête du Gouvernement	MEP	Juin 22
Préparation du mémorandum	BAD	Novembre 22

Revue interne du mémorandum	BAD	Décembre 22
Approbation du don	BAD	Février 22
Acquisition des services du Consultant P1	OC	Juillet 23
Acquisition des services du Consultant P2	OC	Juillet 23
Acquisition des services du Consultant P3	OC	Juillet 23
Acquisition des biens/Équipement digital	OC	Juin 23
Achèvement des services/du Projet	OC/BAD	Décembre 24
Clôture du Projet	OC/BAD	Juin 25

8. Projet de programme de travail annuel et de calendrier de passation des marchés

Le programme de travail de la première année sera principalement axé sur les activités d'acquisition des services de consultants pour i) l'élaboration et la mise en place d'une plateforme digitalisée de suivi de la collecte des céréales [P1] ; ii) l'élaboration d'un Plan de Continuité des Activités (PCA) et l'amélioration de la sécurité du système d'information de l'OC issue de la mise en œuvre du Plan de Continuité Informatique (PCI) [P2] ; iii) la mise en place de l'équipement digital (écran tactile intelligent pour la salle de l'OC) ; iv) l'assistance technique pour la préparation d'un Plan de valorisation de la poussière des céréales et du son, l'installation et l'accompagnement de start-ups innovantes [P3]. Le processus de recrutement de ces consultants devra démarrer dès l'approbation du don (Décembre 2022) après validation des TdRs. Les délais proposés pour ces prestations sont : i) [P1] : 12 mois ; [P2] : 4 mois ; [P3] : 8 mois et l'acquisition des biens d'équipement digital en 2023. La finalisation du recrutement des services des consultants interviendra au plus tard T3 2023 (signature des contrats Septembre 2023) car il s'agit de firme de consultants dont la procédure est relativement longue par rapport au recrutement de consultants individuels.

9. Dispositions juridiques

Lettre d'accord : Après approbation de la requête par la Banque, le Département juridique de la Banque préparera une lettre d'accord conformément aux Directives de l'Administration et l'utilisation du FAT-PRI. Les arrangements institutionnels, les mesures E&S ainsi que les requis en matière de rapportage proposés dans cette proposition de don, seront intégrés dans l'accord de don. Les représentants dûment mandatés agissant pour ce compte seront désignés par le Gouvernement Tunisien.

10. Conclusion et recommandations

10.1 Conclusion

Les activités proposées dans le cadre du don contribueront à soutenir la promotion de la filière céréalière et à consolider la mise en œuvre du PAUSAT (en cours de mise en œuvre) et la prochaine opération d'investissement inscrite pour 2023 orientée vers l'aval de la filière (collecte, stockage et transport céréalier). Elles permettront, par ailleurs, de renforcer les capacités du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche Maritime (MARHPM), notamment l'Office des Céréales (OC) dans les domaines de transformation digitale, d'innovation et de valorisation des sous-produits céréaliers avec des impacts positifs et significatifs sur le plan environnemental et sociale.

10.2 Recommandations

Il est recommandé d'attribuer à la République Tunisienne, sur le fonds d'assistance technique pour les pays à revenu intermédiaire (FAT-PRI), un don n'excédant pas **300 000 UC** (équivalent à **385 000 USD**), pour contribuer au financement des activités décrites dans le présent mémorandum conformément aux termes et conditions susmentionnées. Conformément à la clause 3.4.1(i) des directives FAT/PRI (version avril 2020), cette requête étant inférieure à 500.000 UC, l'approbation du don est donnée par le Directeur Général de la Région Nord (RDGN).

ANNEXES

REQUETE DE FINANCEMENT

REPUBLIQUE TUNISIENNE
Ministère de l'Economie et de la Planification
CI/DGCM/TB

nc 10-19-00082

Tunis, le 10 MAI 2022

M. Mohamed EL AZIZI

*Directeur Général du Bureau Régional de
Développement et de Prestation de Services
pour l'Afrique du Nord.*

Groupe de la Banque Africaine de Développement.
Avenue du Dollar, Berges du lac II
1053 -Tunis, Tunisie

Objet : Requête pour le financement d'un projet d'appui à la Promotion
de la filière céréalière en Tunisie.
PJ : 01

Monsieur le Directeur Général,

En étant grand importateur de céréales, la Tunisie est soumise à de multiples risques provenant de la variation de l'offre, de la volatilité des prix sur les marchés internationaux et des crises de production induites par les effets du changement climatique et de l'instabilité de l'offre des grands exportateurs due actuellement à la guerre en Ukraine.

Ainsi, et afin de se prémunir contre ces risques, l'Office des céréales se propose de mettre en œuvre une stratégie visant l'amélioration de la production et la productivité de la filière céréalière et de son organisation, le renforcement de sa gouvernance par l'innovation et la digitalisation des dispositifs de collecte, de stockage et de distribution.

Cette stratégie comportera essentiellement quatre projets structurants, d'un coût total estimé à **104 millions de dinars**, qui contribueront à l'augmentation de la capacité nationale de stockage pour constituer des réserves stratégiques de 4 mois au lieu de 2 mois de consommation des céréales et à la réduction des coûts de transports supportés par l'office, l'acteur clé de l'approvisionnement des céréales du pays en céréales, tel que détaillé dans la note explicative ci-jointe. Ces objectifs rejoignent les résultats et recommandations de l'étude stratégique, financée par la BAD, sur la filière céréalière en Tunisie.

A cet effet, et compte tenu de l'importance de ce projet déterminant pour la sécurité alimentaire du pays, nous vous demandons de bien vouloir examiner la possibilité de mobiliser un prêt pour financer les projets sus mentionnés et un don pour appuyer la digitalisation de la filière céréalière en Tunisie.

Comptant sur votre engagement habituel, veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma considération distinguée.

Ministre de l'Economie et de la Planification

Signé: Samir SAIED

☒ : Avenue Cheikh Mohamed Fadhel ben Achour – Immeuble « B4 », Tour « A » – 1082 Tunis Centre Urbain Nord – Tunisie

☎ : (+216) 70 556 600 / (+216) 70 556 638 Fax : (+216) 71 799 069 e-mail : boc@mici.gov.tn

Annexe II

Matrice des risques liés aux résultats du PATDIFIC

CATÉGORIE DE RISQUE	DESCRIPTION DU RISQUE	NOTE	MESURES D'ATTÉNUATION	PILOTE DE RISQUE (responsable du suivi du risque)
RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX	Les conditions et les aléas climatiques influencés par les changements climatiques risquent de compromettre l'atteinte des objectifs du projet. La production céréalière reste fortement liée par la variabilité des précipitations et par des sécheresses récurrentes (5 dernières campagnes à partir de 2015-2016 en témoignent).	Substantiel	Les autorités ont mis en place les mesures d'atténuation suivantes : i) promotion de la céréaliculture irriguée ; ii) encouragement et accompagnement des agriculteurs dans les périmètres irrigués et l'irrigation d'appoint ; iii) développement des systèmes d'assurance et mise en place d'un Fonds d'Indemnisation des Calamités Naturelles (FIDAC) ; iv) Développement d'un programme de recherche génétique pour des espèces résilientes et des techniques culturales adaptées.	Gouvernement
RISQUE DE CAPACITÉ DE L'ENTITÉ D'EXÉCUTION	La coordination insuffisante et la faible organisation des agriculteurs et des parties prenantes de la filière céréalière.	Modéré	Le projet prévoit i) l'ancrage à l'Unité de Coordination (UCP) mise en place au niveau l'OC qui assurera la coordination entre les diverses parties prenantes, ii) L'appui du Groupe Thématique des Céréales piloté par le Ministre de l'Agriculture ou la question digitale est bien considérée et reflétée en termes de coordination entre Bailleurs de Fonds, iii) la signature d'une convention tripartite de collaboration et de valorisation des acquis de la Recherche entre l'INRAT-INGC et l'AVFA, iv) la mise à niveau des Coopératives Centrales Céréalières et des Coopératives de base, v) la promotion des initiatives de PPP et d'installation de start-ups innovantes.	Gouvernement
AUTRES RISQUES	Les systèmes de financement bancaire insuffisant de la filière dû au morcellement des parcelles, au manque de garantie bancaire et l'encadrement pour accéder et bénéficier des services bancaires.	Faible	Conscientes de ces contraintes structurelles les autorités ont mis en place des coopératives centrales et de base ainsi qu'un groupe de collecteurs qui assurent des services d'accompagnement et de financement (crédits fournisseurs).	Gouvernement
AUTRES RISQUES	Retard dans la passation des marchés pour le recrutement des consultants et lenteur du rythme des décaissements	Modéré	La validation préalable des TdR, l'appui d'accompagnement et la formation apportée par la Banque au lancement de l'opération dans la passation des marchés, la gestion financière et la procédure de décaissements contribueront à atténuer ce risque.	Gouvernement/Banque

Annexe III

Projet d'appui technique à la digitalisation et à l'innovation de la filière céréalière en Tunisie (PATDIFIC) : Théorie de Changement (TdC)

Impacts	Contribuer à la sécurité alimentaire, à une meilleure gouvernance de la filière céréalière et à la valorisation des sous-produits céréaliers			
Effets	Effet 1 : Moderniser la filière céréalière et digitaliser les fonctions de l’Office des Céréales (OC)		Effet 2 : Soutenir l’innovation et la valorisation des sous-produits céréaliers (notamment la poussière des céréales et le son)	
Résultats intermédiaires	RI1 : Amorcer la digitalisation au sein de l’OC au profit de la production et de la productivité céréalière et aux bénéfices des petits céréaliculteurs	RI2 : Soutenir la continuité des activités de l’OC et améliorer la performance et la sécurité de son système d’informations	RI3 : L'innovation et la valorisation des sous-produits céréaliers soutenues (notamment la poussière des céréales et le son)	RI4 : La promotion des start-ups innovantes pour la valorisation des sous-produits céréaliers est développée
Activités du Projet	Appui à la transformation digitale des fonctions de l’Office des Céréales		Appui à la valorisation des sous-produits céréaliers et à l’entrepreneuriat agricole	
	<ul style="list-style-type: none">Élaboration et mise en place d’une plateforme digitalisée de suivi mutualisé de la collecte des céréalesÉlaboration d’un Plan de Continuité des Activités et amélioration de la sécurité du système d’information de l’OCEquipement digital de l’OC		Elaboration d’un Plan de valorisation des sous-produits céréaliers (10.000 quintaux de poussières dégagées et abandonnées, quantité de son nécessitant une valorisation innovante pour l’alimentation humaine et animale)	Formation de 12 start-ups innovantes ; Installation et accompagnement en post-installation de 6 start-ups innovantes ; Evaluation des résultats et des acquis enregistrés
Inputs	Appui technique pour accompagner les opérations d’investissements en réponse à la crise alimentaire visant la digitalisation des fonctions de l’OC et l’amélioration de la performance et la sécurité de son système d’informations ainsi que le soutien de l’innovation et la valorisation des sous-produits céréaliers en complémentarité aux opérations de la BM, BERD et BEI, qui seront poursuivies en 2023 par un projet BAD ciblant renforcement des capacités de stockage stratégique (réhabilitation et construction des silos) et le transport céréalier.			
Principales hypothèses	1. Mise en œuvre cohérente des activités de l’appui technique et accompagnement dans les délais (notamment pour la passation de marchés et la cadence des décaissements ; 2. Absence de conditions climatiques extrêmes ; 3. Coordination efficace, organisation et adhésion des parties prenantes dans la mise en œuvre.			
Principaux enjeux et contraintes de base	Risque de baisse de la productivité et de la production céréalières lors de la prochaine campagne à cause d’une baisse potentielle d’utilisation des intrants, induisant en retour une augmentation des besoins des importations de céréales et son impact sur la balance commerciale, la sécurité et l’autosuffisance alimentaires et l’endettement du pays (idem pour l’élevage et l’alimentation du cheptel) : Risque de discontinuité des activités de l’OC et d’insécurité de son système d’informations			
	Contraintes liées à la gouvernance de la filière et les fonctionnalités de l’OC impactant la production et la productivité céréalières et les bénéfices des petits céréaliculteurs		Contraintes liées à l’absence de valorisation des sous-produits et à l’augmentation des prix des produits de l’élevage liée à une hausse du prix de l’aliment bétail.	
	Une double crise (sécheresses récurrentes sur 5 campagnes depuis 2015-2016 et guerre Ukraine-Russie déclenchée en février 2022) impactant la filière et la sécurité alimentaire du pays			

Termes de références**AT 1 : TdR - AT Élaboration et mise en place d'une plateforme digitalisée de suivi mutualisé de la collecte des céréales****I. Contexte de la mission**

1.1 L'Office des Céréales (OC) assure différentes fonctions se rapportant à la filière céréalière, il a notamment pour missions principale : i) L'approvisionnement du pays en céréales locales et importées ; ii) L'organisation et la régulation du marché des céréales ; iii) L'assurance du rôle de service Public. L'activité de collecte des céréales étant le prolongement de la production, C'est un maillon important de la filière céréalière. Elle est règlementée et fait l'objet d'un monopole dont la gestion est confiée par l'Etat à l'Office des Céréales (voir le détail en annexe).

1.2 L'activité de la collecte des céréales fait intervenir trois opérateurs principaux :

- L'Office des Céréales s'est pratiquement désengagé de la collecte pour se recentrer principalement sur la coordination et la supervision afin d'assurer le bon déroulement de la campagne.
- 04 sociétés mutuelles dont les deux ex-coopératives actuellement érigées en SMSA au nombre de deux ;
- 17 Collecteurs privés durant la campagne 2023 assurent les activités de collecte, de stockage et d'approvisionnement des régions en produits céréaliers pour le compte de l'Office des Céréales.

1.3 L'ensemble des intervenants dans l'activité de la collecte gère des centres implantés dans les zones de production dont le nombre est d'environ 200 centres. Ils se répartissent entre 179 centres permanents et 21 centres occasionnels. La capacité de collecte globale est d'environ 7 millions de Qx, constituée de Silos à hauteur (béton et métallique) (60%), de magasins (30%) et bacs australiens (10%) tous implantés dans les zones de production, dont la répartition entre les opérateurs est détaillée en annexe. La collecte diffère aussi d'une région à une autre. Les gouvernorats du Nord représentent 96% du total collecté, le centre à peine 4% alors que le sud ne contribue pour rien dans la collecte. Le peu de céréale produite dans cette région (orge essentiellement) est autoconsommée et ne se retrouve pas sur le marché.

1.4 Depuis l'année 2005 et grâce aux encouragements de l'Etat, des collecteurs privés mandants de l'office des céréales se sont implantés dans les gouvernorats du Nord à vocation céréalière. Puis, ils ont commencé d'année en année à développer leurs activités pour faire évoluer leur part globale dans la collecte de 0,7% à 64% entre 2005 et 2022. L'Office des Céréales a vu sa contribution dans la collecte diminuer de 43% à 1,5% entre 2000 et 2022 alors que celle des sociétés mutuelles centrales (ex- CCGC, et ex- COCEBLE) qui était de 67% s'est maintenue aux alentours de 35%.

1.5 Les ressources financières de l'Office des Céréales proviennent essentiellement d'un système de marges de rémunération perçues sur les activités de collecte, stockage, vente et transport résumées au niveau de l'annexe. La valorisation de la qualité des céréales locales se fait par l'application du barème d'agréage régie par le Décret n° 2007-1401 du 18 juin 2007

relatif à la détermination du barème d'agréege du blé dur et du blé tendre à la vente et à l'achat destinés à la consommation humaine, tel que modifié par le décret n° 2012-621 du 13 juin 2012.

II. Problématique posée

Les données indiquées ci-dessus montrent l'importance de la collecte et la nécessité de coordonner entre les divers acteurs pour assurer une meilleure valorisation de ce maillon de la chaîne et assurer une gestion rationnelle de la filière. En effet, en partant des évaluations effectuées auparavant sur les campagnes céréalières il est possible de repérer les principaux enjeux suivants et de tirer les enseignements ci-dessous précisés :

- Cadre juridique : L'absence d'un cahier de charges et les textes règlementaires définissant les relations entre l'Office des Céréales et les collecteurs privés.
- Fluctuation de la collecte qui est en dents de scie car elle est tributaire de la production qui est très influencée par les conditions climatiques.
- Des agriculteurs non impliqués dans le dispositif de collecte : les producteurs de céréales (les agriculteurs) interviennent très peu actuellement dans le dispositif de la collecte
- Capacité de collecte insuffisante en année normale ou favorable : Le déficit de capacité dans les zones de productions est ressenti lors d'une campagne favorable induit au stockage en plein air sans respect des conditions techniques adéquates par conséquent ceci pourrait engendrer une dépréciation de la qualité et des pertes par dégradation du stock car les céréales sont exposées aux risques des intempéries.
- Inégalité de distribution des capacités de collecte : La majorité concentrée dans les zones favorables
- Majorité des centres de collecte classiques : ne répondent pas aux conditions de réception des céréales selon les exigences techniques en vigueur.
- Transport par voie ferroviaire ne dépasse pas actuellement les 15% du flux céréalier des zones de production vers les zones de consommation.
- Difficulté de suivre les quantités de céréales collectées en temps réel ceci pourrait engendrer des écarts entre les quantités déclarées et celles réellement achetées par l'Office ;
- Non-respect du délai de paiement des agriculteurs et incidences sur la trésorerie et les revenus des céréaliculteurs.

III. Objectif de la mission

L'objectif de la mission est de rationaliser la collecte et d'assurer une meilleure organisation des divers acteurs à travers la mise en place d'une plateforme digitalisée de suivi mutualisé de la collecte des céréales. Plus spécifiquement la prestation consiste à concevoir et à développer un portail Web pour le suivi de la collecte des céréales et pour une gestion cartographique des zones de collecte et de stockage avec le renforcement des capacités des acteurs associés à la collecte.

IV. Durée et déroulement de la mission

4.1 Les délais proposés pour cette prestation est de 12 mois. Le déroulement de la mission sera organisé en deux phases afin de pouvoir fixer dès le départ et de façon participative associant les acteurs concernés, les besoins pertinents et les fonctionnalités de la plateforme attendues en prenant en considération les orientations futures du suivi des activités liées à la collecte.

AT11 :.

AT1.2 : La deuxième phase sera consacrée au développement et la mise en place d'une plateforme digitalisée de suivi mutualisé de la collecte des céréales : 9 mois par une société de service d'ingénierie informatique tout en tenant compte de la maintenance de la plateforme après réception définitive du projet.

:

- **Phase I** : Cette phase d'une durée de **3 mois, sera consacrée au diagnostic participatif et débouchera sur l'élaboration des orientations stratégiques** du suivi de la collecte des céréales. Le Diagnostic approfondi et participatif à conduire avec les acteurs associés permettra de convenir les orientations conceptuelles et sera soldée par un atelier de restitution et de validation avec les acteurs concernés pour valider ces orientations. Cette phase comprend notamment : i) L'état des lieux, la prise de connaissance de l'activité de la collecte des céréales et des rôles des différents intervenants (Ministère de l'Agriculture, Office des céréales, Coopératives centrales, céréaliculteurs, les collecteurs privés, la Direction générale de la production agricole ...); ii) L'Inventaires des besoins et les éléments de conceptualisation des différentes fonctionnalités en concertation avec les parties prenantes ;
- **Phase II** : La deuxième phase d'une durée de **9 mois, sera consacrée au développement et à la conceptualisation, mise en place de la plateforme digitale de suivi mutualisé de la collecte des céréales et formation des usagers**. Cette phase comprend notamment : i) La description de la solution technique et le prototypage des interfaces ; ii) L'interfaçage de la solution avec les différentes sources de données existantes ; iii) Le développement de la solution (Front-End et Back-End) ; iv) Le test de conformité des différentes fonctionnalités (Front-End et Back-End); v) Formation des administrateurs et des formateurs ; vi) L'hébergement et la mise en place de la solution ; vii) L'assistance des administrateurs et des formateurs au démarrage (Après la réception provisoire du projet). Cette phase doit prendre en compte les questions liées à l'entretien et la maintenance de la plateforme.

4.2 Le consultant organisera à la fin de chaque phase un atelier de restitution et de validation avec les acteurs concernés pour valider les produits et les livrables et assurer l'accompagnement requis. Parallèlement des sessions de formation seront organisées au profit des usagers.

V. Taches du Consultant

5.1 Les principales tâches du consultant concernent principalement ce qui suit :

- Identification le besoin additionnel en capacité de collecte et le lieu d'implantation au travers de l'établissement d'une carte d'implantation régionalisée des nouveaux silos de collecte afin de permettre la bonne gestion de la collecte et éviter le stockage en plein air durant les bonnes campagnes céréalières surtout dans les régions ex : (kef, kairouan et kasserine).
- Identification le besoin additionnel en capacité de stockage pour mieux gérer le flux céréalier
- Optimiser le transport par voie ferroviaire
- Appui de l'organisation des producteurs pour la mise en place de nouvelles « structures de collecte de base » à caractère mutuel dans les zones de production et avec la participation des agriculteurs (sociétés mutuelles de base ou groupements de producteurs).
- Réorganisation de la collecte en développant la collecte et le stockage à la ferme,

- L'amélioration du système de manutention des céréales depuis la ferme aux centres de collecte en impliquant les agriculteurs dans cet investissement sous une forme optimale à mettre au point.
- Renforcement de l'encadrement des agriculteurs durant la préparation de la campagne agricole et au moment de la collecte.
- Renforcer la capacité de stockage dans les grandes zones de pour mieux gérer le flux céréalier.
- Le repositionnement de l'Office des Céréales et le recentrage de ses missions pour mieux gérer la collecte
- Révision du système de valorisation des céréales permettant l'instauration d'un système d'agrégation de valorisation de tous les produits céréaliers.
- Instauration de laboratoires interprofessionnels indépendants pour l'évaluation de la qualité des céréales commercialisées (en toute neutralité).
- Encourager les producteurs à améliorer la qualité des produits et leur garantir un revenu raisonnable capable de rétribuer l'effort de production (Développement des semences de qualité, octroi de primes de qualité...).
- De classer des lots des céréales après le nettoyage systématique dans les silos de stockage selon plusieurs catégories par l'installation des appareils d'analyses rapides et précises de qualité (teneur en protéines).
- Développement d'un système de suivi de la collecte en instaurant un portail Web regroupant un ensemble de fonctionnalités permettant d'avoir toutes les informations nécessaires d'ordre quantitatives, qualitatives, financières en temps réel.
- Introduire la notion de traçabilité depuis la production jusqu'au produit fini et l'appui à une meilleure organisation et gestion équitable et transparente de ce maillon de la chaîne de valeur.

VI. Livrables de la mission

6.1 Les principaux livrables de cette mission sont :

- Livrable 1 : Rapport de diagnostic et d'orientation conceptuelle à la mise en place de la plateforme digitalisée (après 3 mois) ;
- Livrable 2 : Rapport de mise en place de la plateforme digitalisée de suivi mutualisé de la collecte des céréales accompagné d'un Plan de formation des acteurs associés et des usagers et d'un manuel d'utilisation ;
- Livrable 3 : Mise en place de la plateforme et organisation des formations requises et de la documentation technique requise et les Manuels de formation (guides utilisateurs des Administrateurs et des Formateurs).
- Livrable 4 : Version définitive du portail et remise du code source et binaire de la solution développée.

VII. Profils et qualifications des consultants

7.1 La composition de l'équipe du projet se présente comme suit :

- Un Chef de projet titulaire d'un diplôme d'ingénieur TIC au moins et ayant une expérience minimum de 12 ans dans la conduite de projets de conception des applications informatiques.
- Un ingénieur expert dans le domaine des systèmes d'information géographique, Titulaire d'un

diplôme d'ingénieur TIC au moins et ayant une expérience minimum de 10 ans dans la conduite de projets de conception et de développement des systèmes d'information géographique.

- Un agroéconomiste ou agronome spécialisé dans les grandes cultures, Titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur et ayant au moins une expérience minimum de 10 ans dans le domaine agricole, les campagnes céréalières, etc.

- Un (01) Technicien développeur titulaire d'un diplôme BAC + 3 ou plus spécialité TIC et ayant une expérience minimum de 6 ans dans la conception et le développement des applications informatiques.

Critères	Minimum exigé
I - Qualification du soumissionnaire	
Société de Services d'Ingénierie Informatique résidant en Tunisie, appartenant au secteur de l'informatique et des technologies de l'information.	L'activité sera vérifiée au niveau de l'extrait du registre des entreprises.
Ancienneté du prestataire dans le domaine du développement des solutions Informatiques	8 ans
II - Référence du soumissionnaire	
Références similaires du prestataire dans le développement des solutions web et des solutions cartographiques	<p>Au moins 3 références récentes (courant les 5 dernières années, 2019-2023) dans des projets ayant le même degré de complexité, <u>dont au moins 1 référence dans le domaine de développement des systèmes d'information géographique</u></p> <p>Joindre pour chaque référence une copie du contrat, ou attestation de bonne exécution ou une copie du PV de réception.</p>
III - Personnels à affecter pour la réalisation du projet	
Un (01) Chef du projet	<p>Titulaire d'un diplôme d'ingénieur TIC au moins et ayant une expérience minimum de 12 ans dans la conduite de projets de conception d'applications informatique.</p> <p>Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copies des diplômes ; - Attestation(s) de travail ou contrats justifiant l'expérience. - Attestations de référence
Un ingénieur expert dans le domaine des systèmes d'information géographique.	<p>Titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur et ayant au moins une expérience minimum de 10 ans dans le domaine agricole, filière céréalière, campagnes céréalières, etc</p> <p>Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copies des diplômes ; - Attestation(s) de travail ou contrats justifiant l'expérience ; - Attestations de référence.
Un agroéconomiste ou agronome spécialisé dans les grandes cultures	Titulaire d'un diplôme d'ingénieur TIC au moins et ayant une expérience minimum de 10

Critères	Minimum exigé
	<p>ans dans la conduite de projets de conception et de développement des systèmes d'information géographique</p> <p>Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copies des diplômes ; - Attestation(s) de travail ou contrats justifiant l'expérience ; <p>Attestations de référence</p>
Un (01) Technicien développeur.	<p>Titulaire d'un diplôme TIC Bac+3 au moins et ayant une expérience minimum de 6 ans dans la conception et le développement des applications informatique.</p> <p>Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copies des diplômes ; - Attestations de travail ou contrats justifiant l'expérience.
Garantie de la solution	Une (1) année

VIII. Suivi et pilotage de l'étude

8.1 Le suivi de l'étude sera assuré par l'Unité de Coordination du Projet PAUSAT en place au sein de l'OC qui sera appuyée par un comité de pilotage pour orienter l'étude, apprécier ces résultats et valider ses livrables. Ce comité de pilotage, présidé par l'OC, sera composé à titre indicatif par des représentants de l'OC, de la DG/PA, de l'IRESA, des Coopératives Centrales, des structures professionnelles, du secteur privé et des bénéficiaires (composition à affiner et à finaliser par décision du PDG de l'OC).

8.2 Le comité de pilotage de l'étude appuiera l'UCP et accompagnera le déroulement de l'étude conformément aux objectifs et résultats attendus et procèdera à la validation de ses livrables.

Note détaillée sur la collecte des céréales en Tunisie

• **Présentation de l'Office des Céréales**

L'Office des Céréales est créé en vertu du décret-loi n°62-10 du 3 avril 1962 tel que ratifié par la loi n° 62-18 du 24 mai 1962, amendé par le décret –loi n°70-7 du 26/9/1970. C'est un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

- Il est placé sous la tutelle du ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche.
- Il détient le monopole de la commercialisation des blés et orges. La commercialisation de l'orge à l'échelle nationale étant libre en application du décret n° 93-1721 du 16 août 1993 et ce dans le cadre du plan d'ajustement structurel.

• **Les missions de l'Office des céréales**

L'office assure différentes fonctions se rapportant à la filière céréalière, il a notamment pour missions principale :

- L'approvisionnement du pays en céréales locales et importées,
- L'organisation et la régulation du marché des céréales,
- L'assurance du rôle de service Public.

A : Diagnostic de la collecte

L'activité de collecte des céréales étant le prolongement de la production, C'est un maillon important de la filière céréalière. Elle est règlementée et fait l'objet d'un monopole dont la gestion est confiée par l'Etat à l'Office des Céréales.

○ **Cadre juridique**

L'activité de la collecte des céréales est régie principalement par les textes réglementaires suivants :

- Décret-loi [n°62-10 du 3 Avril 1962](#), portant création d'un Office des céréales tel que modifié et complété par le [décret-loi n° 70-7 du 26 Septembre 1970](#).
- Décret [n° 2007-1401 du 18 juin 2007](#), relatif à la détermination du barème d'agrèage du blé dur et du blé tendre à la vente et à l'achat destinés à la consommation humaine, tel que modifié par le décret [n° 2012-621 du 13 juin 2012](#)
- Décret gouvernemental publié avant le démarrage de la campagne fixant le prix et les modalités de paiement, de stockage et de rétrocession des céréales
- Convention annuelle conclue entre l'Office des Céréales et ses mandataires rentrant dans le cadre du désengagement progressif de l'Office des activités concurrentielles à caractère commerciale au profit des opérateurs privés et ce depuis 2005.

○ **Opérateurs dans l'activité de la collecte**

L'activité de la collecte des céréales fait intervenir trois opérateurs principaux :

- L'Office des Céréales s'est pratiquement désengagé de la collecte pour se recentrer principalement sur la coordination et la supervision afin d'assurer le bon déroulement de la campagne.
- 04 sociétés mutuelles dont les deux ex-coopératives actuellement érigées en SMSA au nombre de deux
- 17 Collecteurs privés durant la campagne 2023 assurent les activités de collecte, de stockage et d'approvisionnement des régions en produits céréaliers pour le compte de l'Office des Céréales.

○ Infrastructure de collecte

L'ensemble des intervenants dans l'activité de la collecte gère des centres implantés dans les zones de production dont le nombre est d'environ 200 centres. Ils se répartissent entre 179 centres permanents et 21 centres occasionnels.

La capacité de collecte globale est d'environ 7 millions de Qx, constituée de Silos (béton et métallique) à hauteur de 60%, de magasins (30%) et bacs australiens (10%) tous implantés dans les zones de production, et répartie entre les opérateurs comme indiqué ci-après :

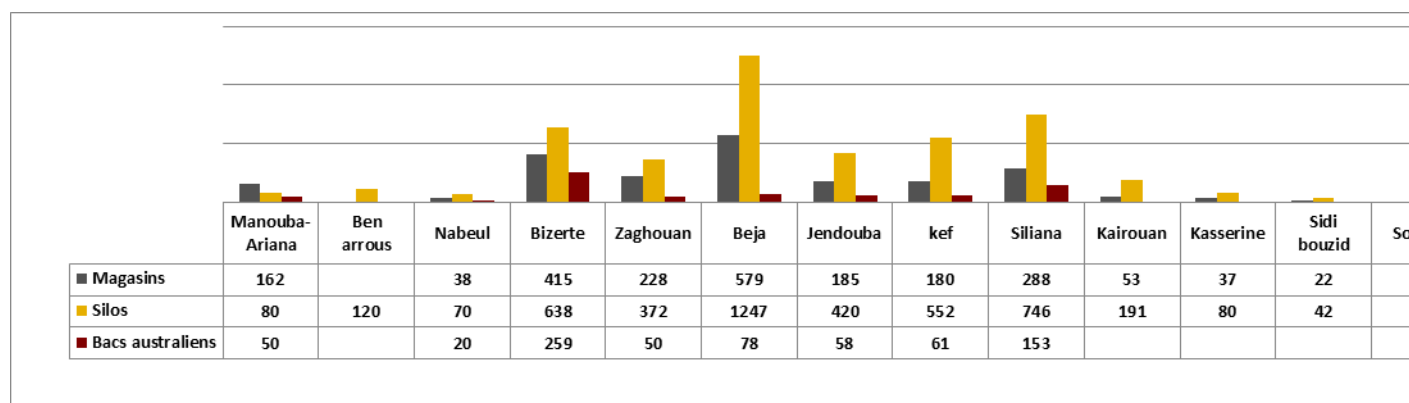
Tableau 1 : Répartition des centres et de la capacité de collecte				Figure 1 : Contribution des opérateurs	
Libellé	Nbre d'opérateurs	Nbre de centres	Capacité mille Qx	<p>0,29%</p> <p>38,57%</p> <p>1,43%</p> <p>59,71%</p> <p>■ Office des céréales ■ S mutuelles centrales ■ Smutuelles de service ■ Privés</p>	
- Office des Céréales		10	20		
- Sociétés mutuelles centrales	2	2	2700		
- Sociétés mutuelles de services	2		100		
- Collecteurs privés	17	106	4180		
TOTAL	21	178	7000		

- L'Office des céréales : 20 milles Qx soit 0.29%
- Les deux sociétés mutuelles centrales : 2.700.000 Qx soit 38.57%
- Les sociétés mutuelles de services : 100 milles Qx soit 1.43%
- Les collecteurs privés : 4.180.000 Qx soit 59.71%

○ Répartition régionale de la capacité de collecte

L'infrastructure de collecte se trouve implantée dans les zones de production généralement à vocation céréalière. La situation actuelle se présente comme indiquée ci-dessous :

FIGURE 2. REPARTITION REGIONALE DES CAPACITES DE COLLECTE PAR DISPOSITIF EN (MILLES QX)



De cette répartition, on peut observer que :

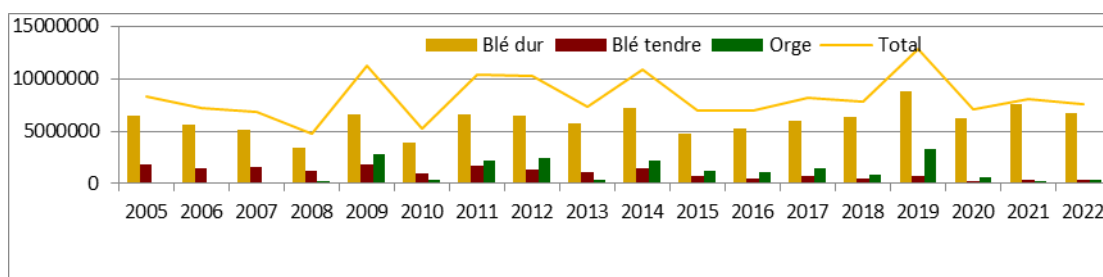
- 94% de la capacité se trouve installée dans les régions du nord du pays (61% dans le Nord- ouest et 33% dans le Nord-Est).
- 6% se trouve implantée dans le centre et le sud.

○ Évolution de la collecte (2005-2022)

La quantité des céréales collectées durant les campagnes céréalières se caractérise par une très grande variabilité inter annuelle et inter régionale et représente 50% de la production nationale. La collecte reste tributaire des conditions climatiques et évolue en dents de scie. Elle atteint parfois des quantités considérables durant les années favorables et chute à des niveaux parfois très bas durant les années climatiquement difficiles (déficit pluviométrique).

Par espèce et sur la même période (2005-2022), le blé dur a représenté en moyenne 80% des quantités collectées alors que le blé tendre ne cesse de diminuer passant de 22% en 2005 à seulement 4,6% en 2022 et l'orge oscille entre 6 à 13% puisque sa commercialisation est libre dans le marché intérieur comme indiqué dans la figure n3 ci-après :

FIGURE 3. EVOLUTION DE LA COLLECTE DES CEREALES EN QX (2005 – 2022)



La collecte diffère aussi d'une région à une autre. Les gouvernorats du Nord représentent 96% du total collecté, le centre à peine 4% alors que le sud ne contribue pour rien dans la collecte. Le peu de céréale produite dans cette région (orge essentiellement) est autoconsommée et ne se retrouve pas sur le marché.

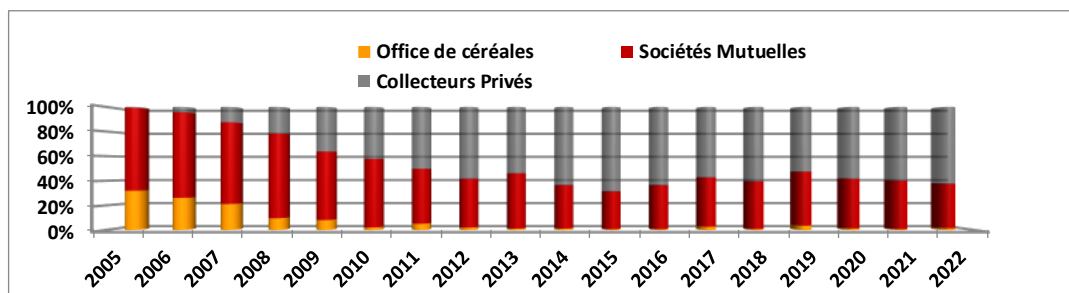
○ Contribution des opérateurs dans la collecte

Depuis l'année 2005 et grâce aux encouragements de l'Etat, des collecteurs privés mandants de l'office des céréales se sont implantés dans les gouvernorats du Nord à vocation céréalière. Puis,

ils ont commencé d'année en année à développer leurs activités pour faire évoluer leur part globale dans la collecte de 0,7% à 64% entre 2005 et 2022.

L'Office des Céréales a vu sa contribution dans la collecte diminuer de 43% à 1.5% entre 2000 et 2022 alors que celle des sociétés mutuelles centrales (ex- CCGC, et ex- COCEBLE) qui était de 67% s'est maintenue aux alentours de 35% comme illustré ci-après :

FIG. 4 : EVOLUTION DE LA PART DES COLLECTEURS DANS LA COLLECTE (2005-2022)



Financement de la collecte des céréales

Les ressources financières de l'Office des Céréales proviennent essentiellement d'un système de marges de rémunération perçues sur les activités de collecte, stockage, vente et transport résumées dans ce tableau 2 ci-après

L'indemnité compensatrice des céréales locales : Prix entier - Prix réduit moyen mensuel de vente

TABEAU N°2 : PRIX NORMALES DE RESTITUTION DES CEREALES LOCALES

Unité : Dinar/Ql	Blé dur	Blé tendre	Orge
Prix à la production	90,000	70,000	55,000
Prime de prompt livraison	40,000	30,000	25,000
1. Prix de base	130,000	100,000	80,000
2. Marge nette de rétrocession	3,512	3,512	3,512
3- Prime de magasinage	7,260	5,785	5,006
4. Péréquation du transport	2,392	2,392	2,392
5. Fond d'équipement de l'Office	0,100	0,100	0,100
Marge totale de l'Office des céréales	13,264	11,787	11,010
Prix entier des céréales	143,264	101,789	91,010
Prix réduit de rétrocession	27,014	20.048	50.000
Prime de compensation unitaire	116,250	91,740	41.010

- La prime de collecte allouée aux collecteurs est de 92% de la marge nette de rétrocession servant à couvrir les charges variables et rémunérer les capitaux immobilisés pour mener à bien cette activité.
- La prime de magasinage accordée aux collecteurs est fonction des quantités collectées et de la durée de magasinage. Toutefois le collecteur pourrait être sanctionné s'il ne respecte pas les délais d'exécution des bons de commandes ou si les conditions de stockages ne sont pas respectées

B : Aperçu sur le système de valorisation des céréales commercialisées en Tunisie

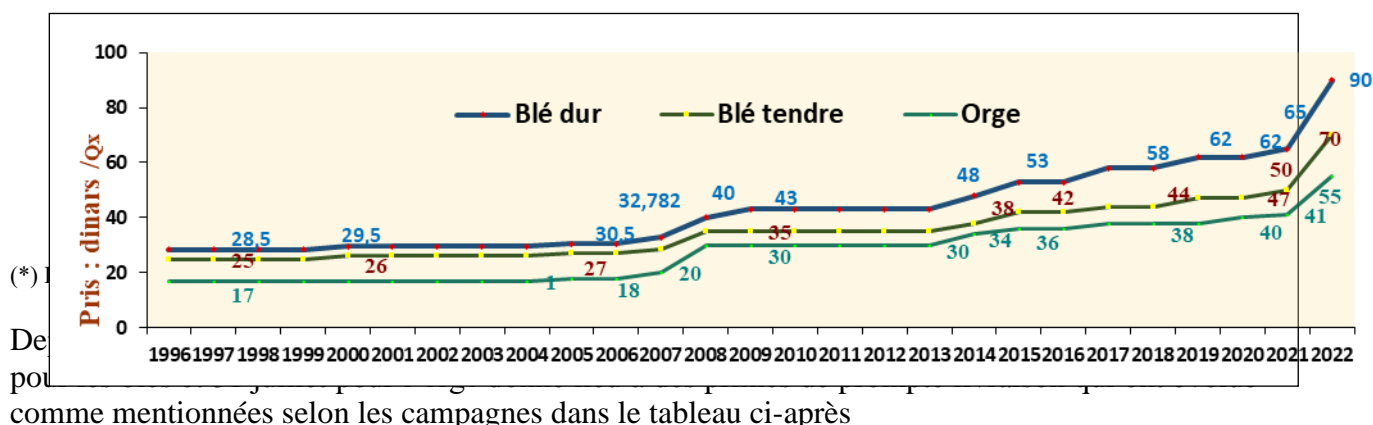
La valorisation de la qualité des céréales locales se fait par l'application du barème d'agrèage régi par le Décret n° 2007-1401 du 18 juin 2007 relatif à la détermination du barème d'agrèage du blé dur et du blé tendre à la vente et à l'achat destinés à la consommation humaine, tel que modifié par le décret n° 2012-621 du 13 juin 2012. Il fixe les plages de tolérance et les taux de bonification ou de réfaction par rapport aux prix de base à la production pour les différents critères de qualité analysés au laboratoire sur un échantillon représentatif de la marchandise commercialisée. L'office des céréales a un dispositif constitué d'un laboratoire central implanté à Tunis et de dix laboratoires régionaux implantés à Djebel Jeloud, Bizerte, Beja, Jendouba, kef, Siliana, Sousse, Kasserine, Kairouan, Gafsa...). Certains collecteurs agissant pour le compte de l'Office entant que collecteurs mandatés possèdent leurs propres laboratoires pour la valorisation des céréales livrées par les producteurs dans leurs centres de collecte

- Société mutuelle centrale de blé : 6 laboratoires (Siliana, Béja, Gboulat, Mateur et Djel Ouest)
- Société mutuelle centrale de grandes cultures : 4 laboratoires (Farha, Beja, Siliana et Mateur)
- Privés : 6 laboratoires (Sousse ;3 à Tunis, Béja, Jendouba...).

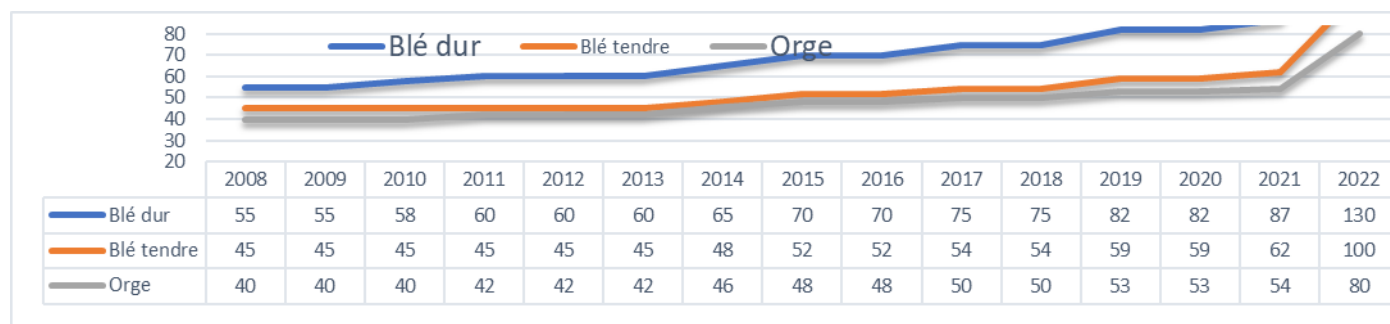
Fixation des prix à la production des céréales locales

Les prix des céréales à la production fixés par l'Etat sont restés constants de 1996 à 2006 et même avant. L'augmentation a été enregistré réellement à partir de 2007 suite à la conjoncture difficile du marché international des céréales.

FIG. 5 : EVOLUTION DES PRIX A LA PRODUCTION DES CEREALES (1996-2022)



TABEAU 1. EVOLUTION DES PRIX DES CEREALES AVEC LES PRIMES DES CEREALES EN DINARS/QUINTAL



L'analyse et l'évaluation de la qualité des céréales réceptionnés se fait sur la base d'échantillons prélevés lors de la réception des céréales par les centres ou les silos de collecte.

Un bulletin d'analyse est établi par le laboratoire qui sert de base pour la détermination du prix à la production à payer à l'agriculteur.

Par ailleurs, l'agriculteur a le droit de contester l'évaluation de la qualité de sa marchandise établie par le laboratoire d'analyse, auquel cas, il est procédé à une deuxième évaluation de la qualité au niveau du laboratoire régional de l'Office en présence d'une commission régionale sur la base de l'échantillon témoin qui est en possession de l'agriculteur contestataire. Et ce, en application des textes réglementaires et juridiques suivants :

- Circulaire portant sur les analyses contradictoires entre les collecteurs et les agriculteurs,
- Décision Ministérielle désignant les membres du comité régional chargé de l'examen des cas de litige

II - Problématique de l'activité « Collecte »

En partant des évaluations effectuées auparavant sur les campagnes céréalières il est possible de tirer les enseignements suivants :

- Cadre juridique : L'absence d'un cahier de charges et les textes réglementaires définissant les relations entre l'Office des Céréales et les collecteurs privés.
- Fluctuation de la collecte qui est en dents de scie car elle est tributaire de la production qui est très influencée par les conditions climatiques.
- Des agriculteurs non impliqués dans le dispositif de collecte : les producteurs de céréales (les agriculteurs) interviennent très peu actuellement dans le dispositif de la collecte
- Capacité de collecte insuffisante en année normale ou favorable : Le déficit de capacité dans les zones de productions est ressenti lors d'une campagne favorable induit au stockage en plein air sans respect des conditions techniques adéquates par conséquent ceci pourrait engendrer une dépréciation de la qualité et des pertes par dégradation du stock car les céréales sont exposées aux risques des intempéries.
- Inégalité de distribution des capacités de collecte : La majorité concentrée dans les zones favorables
- Majorité des centres de collecte classiques : ne répondent pas aux conditions de réception des céréales selon les exigences techniques en vigueur.
- Transport par voie ferroviaire ne dépasse pas actuellement les 15% du flux céréalier des zones de production vers les zones de consommation.
- Difficulté de suivre les quantités de céréales collectées en temps réel ceci pourrait engendrer des écarts entre les quantités déclarées et celles réellement achetées par l'Office
- Non-respect du délai de paiement des agriculteurs :

III - Les attentes et principales tâches

- Identification le besoin additionnel en capacité de collecte et le lieu d'implantation au travers de l'établissement d'une carte d'implantation régionalisée des nouveaux silos de collecte afin de permettre la bonne gestion de la collecte et éviter le stockage en plein air durant les bonnes campagnes céréalières surtout dans les régions ex : (kef, Kairouan et Kasserine).
- Identification le besoin additionnel en capacité de stockage pour mieux gérer le flux céréalier et optimiser le transport par voie ferroviaire

- Appui de l'organisation des producteurs pour la mise en place de nouvelles « structures de collecte de base » à caractère mutuel dans les zones de production et avec la participation des agriculteurs (sociétés mutuelles de base ou groupements de producteurs).
- Réorganisation de la collecte en développant la collecte et le stockage à la ferme,
- L'amélioration du système de manutention des céréales depuis la ferme aux centres de collecte en impliquant les agriculteurs dans cet investissement sous une forme optimale à mettre au point.
- Renforcement de l'encadrement des agriculteurs durant la préparation de la campagne agricole et au moment de la collecte.
- Renforcer la capacité de stockage dans les grandes zones de pour mieux gérer le flux céréalier.
- Le repositionnement de l'Office des Céréales et le recentrage de ses missions pour mieux gérer la collecte
- Révision du système de valorisation des céréales permettant l'instauration d'un système d'agrégé de valorisation de tous les produits céréaliers.
- Instauration de laboratoires interprofessionnels indépendants pour l'évaluation de la qualité des céréales commercialisées (en toute neutralité).
- Encourager les producteurs à améliorer la qualité des produits et leur garantir un revenu raisonnable capable de rétribuer l'effort de production (Développement des semences de qualité, octroi de primes de qualité...).
- De classer des lots des céréales après le nettoyage systématique dans les silos de stockage selon plusieurs catégories par l'installation des appareils d'analyses rapides et précises de qualité (teneur en protéines).
- Développement d'un système de suivi de la collecte en instaurant un portail Web regroupant un ensemble de fonctionnalités permettant d'avoir toutes les informations nécessaires d'ordre quantitatives, qualitatives, financières en temps réel.
- Introduire la notion de traçabilité depuis la production jusqu'au produit fini.

AT 2 : Élaboration d'un Plan de Continuité des Activités et amélioration de la sécurité du système d'informations de l'OC

I. Contexte de la mission

1.1 L'Office des Céréales est créé en vertu du décret-loi n°62-10 du 3 avril 1962 tel que ratifié par la loi n° 62-18 du 24 mai 1962, amendé par le décret –loi n°70-7 du 26/9/1970. C'est un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé sous la tutelle du ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche. Il détient le monopole de la commercialisation des blés et orges. La commercialisation de l'orge à l'échelle nationale étant libre en application du décret n° 93-1721 du 16 août 1993 et ce dans le cadre du plan d'ajustement structurel.

1.2 L'Office des Céréales (OC) assure différentes fonctions se rapportant à la filière céréalière, il a notamment pour missions principale : i) L'approvisionnement du pays en céréales locales et importées ; ii) L'organisation et la régulation du marché des céréales ; iii) L'assurance du rôle de service Public. L'activité de collecte des céréales étant le prolongement de la production. C'est un maillon important de la filière céréalière. Elle est règlementée et fait l'objet d'un monopole dont la gestion est confiée par l'Etat à l'Office des Céréales (voir le détail en annexe).

1.3 Les ressources financières de l'Office des Céréales proviennent essentiellement d'un système de marges de rémunération perçues sur les activités de collecte, stockage, vente et transport.

II. Problématique posée

Face aux exigences de l'élaboration d'un Plan de Continuité des Activités et l'amélioration de la sécurité du système d'information, l'Office des céréales a lancé une consultation en vue de réaliser d'une mission d'audit de la sécurité et la révision de la politique de sécurité de son système d'information (PSSI) conformément au décret N°2004-1250 du 25 Mai 2004. Cette mission financée sur ses ressources propres sera réalisée début de l'année 2023. Le recrutement du bureau d'Ingénieur Conseil a été opéré. Le résultat de l'audit sera matérialisé principalement par : i) Un plan d'action cadre s'étalant sur deux (02) années et présentant un planning des mesures stratégiques en matière de sécurité à entreprendre, et d'une manière indicative les moyens humains et financiers à allouer pour réaliser cette stratégie ; ii) La mise à niveau du plan de continuité de l'activité informatique PCI. La nécessité de poursuivre cet effort est cruciale pour renforcer les fonctions de l'OC et assurer la sécurisation de son système de données.

III. Objectif de la mission

L'objectif de la mission est de soutenir la continuité des activités de l'OC et de sécuriser son système de données. Plus spécifiquement d'assurer un appui à l'accompagnement et à la consolidation des actions de mise à niveau de la sécurité du système d'informations et de communication de l'Office des Céréales et la mise en œuvre de la Politique de sécurité du système d'information (PSSI) ainsi que la continuité de ses activités.

IV. Durée et déroulement de la mission

4.1 Les délais proposés pour cette prestation est de 4 mois. Le déroulement de la mission sera organisé en deux phases :

- Phase I : Elaboration du Plan de Continuité des Activités (PCA) ;
- Phase II : Consolidation et mise à niveau de la sécurité du système d'informations et de

communication de l'Office des Céréales.

4.2 Le consultant travaillera en étroite collaboration avec les diverses structures de l'OC et organisera à la fin de chaque phase un atelier de restitution et de validation des résultats avec les acteurs concernés pour valider les produits et les livrables et assurer l'accompagnement requis.

V. Taches du Consultant

5.1 Les principales tâches du consultant concernent principalement ce qui suit :

- Etat des lieux et identification des besoins, collecte de données et informations.
- Analyse des données et proposition des solutions adéquates ;
- Elaboration du Plan de Continuité des Activités (PCA).
- Mise à niveau de la sécurité du système d'informations et de communication de l'Office des Céréales,

VI. Livrables de la mission

6.1 Les principaux livrables de cette mission sont :

- Plan de Continuité des Activités (PCA) de l'OC ;
- Plan de mise à niveau de de la sécurité du système d'informations et de communication de l'Office des Céréales ;
- La formation et le renforcement des capacités des usagers et des acteurs associés ;

VII. Profils et qualifications des consultants

7.1 La composition de l'équipe du projet se présente comme suit :

- Un Chef de projet titulaire d'un diplôme **xxx** au moins et ayant une expérience minimum de 12 ans dans la conduite de projets de conception des applications informatiques et la cybersécurité.
- Un ingénieur expert dans le domaine **xxx**, Titulaire d'un diplôme d'ingénieur TIC au moins et ayant une expérience minimum de 10 ans dans la conduite de projets de conception et de développement des systèmes d'information géographique.
- Un (01) Technicien développeur titulaire d'un diplôme BAC + 3 ou plus spécialité TIC et ayant une expérience minimum de 6 ans dans la conception et le développement des applications informatiques.

Critères	Minimum exigé
I - Qualification du soumissionnaire	
Société de Services d'Ingénierie Informatique résidant en Tunisie, appartenant au secteur de l'informatique et des technologies de l'information.	L'activité sera vérifiée au niveau de l'extrait du registre des entreprises.
Ancienneté du prestataire dans le domaine du développement des solutions Informatiques	8 ans
II - Référence du soumissionnaire	
Références similaires du prestataire dans le développement des solutions web et des solutions cartographiques	Au moins 3 références récentes (courant les 5 dernières années, 2019-2023) dans des projets ayant le même degré de complexité, <u>dont au moins 1 référence dans le domaine de développement des systèmes d'information géographique</u>

Critères	Minimum exigé
	Joindre pour chaque référence une copie du contrat, ou attestation de bonne exécution ou une copie du PV de réception.
III - Personnels à affecter pour la réalisation du projet	
Un (01) Chef du projet	<p>Titulaire d'un diplôme d'ingénieur TIC au moins et ayant une expérience minimum de 12 ans dans la conduite de projets de conception d'applications informatique.</p> <p>Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copies des diplômes ; - Attestation(s) de travail ou contrats justifiant l'expérience. - Attestations de référence
Un ingénieur expert dans le domaine des systèmes d'information géographique.	<p>Titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur et ayant au moins une expérience minimum de 10 ans dans le domaine agricole, filière céréalière, campagnes céréalières, etc</p> <p>Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copies des diplômes ; - Attestation(s) de travail ou contrats justifiant l'expérience ; - Attestations de référence.
Un agroéconomiste ou agronome spécialisé dans les grandes cultures	<p>Titulaire d'un diplôme d'ingénieur TIC au moins et ayant une expérience minimum de 10 ans dans la conduite de projets de conception et de développement des systèmes d'information géographique</p> <p>Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copies des diplômes ; - Attestation(s) de travail ou contrats justifiant l'expérience ; <p>Attestations de référence</p>
Un (01) Technicien développeur.	<p>Titulaire d'un diplôme TIC Bac+3 au moins et ayant une expérience minimum de 6 ans dans la conception et le développement des applications informatique.</p> <p>Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copies des diplômes ; - Attestations de travail ou contrats justifiant l'expérience.
Garantie de la solution	Une (1) année

VIII. Suivi et pilotage de l'étude

8.1 Le suivi de l'étude sera assuré par l'Unité de Coordination du Projet PAUSAT en place au sein de l'OC qui sera appuyée par un comité de pilotage pour orienter l'étude, apprécier ces résultats et valider ses livrables. Ce comité de pilotage, présidé par l'OC, sera composé à titre indicatif par des représentants de l'OC, de l'IRESA, de la DG/PA, des Coopératives Centrales, des structures professionnelles, du secteur privé et des bénéficiaires (composition à affiner et à finaliser par décision du PDG de l'OC).

8.2 Le comité de pilotage de l'étude appuiera l'UCP et accompagnera le déroulement de l'étude conformément aux objectifs et résultats attendus et procèdera à la validation de ses livrables.

AT 3 : Élaboration d'un Plan de valorisation des sous-produits céréaliers (poussières et sons) et promotion des start-ups innovantes

I. Contexte de la mission

1.1 L'Office des Céréales est créé en vertu du décret-loi n°62-10 du 3 avril 1962 tel que ratifié par la loi n° 62-18 du 24 mai 1962, amendé par le décret –loi n°70-7 du 26/9/1970. C'est un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé sous la tutelle du ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche. Il détient le monopole de la commercialisation des blés et orges. La commercialisation de l'orge à l'échelle nationale étant libre en application du décret n° 93-1721 du 16 août 1993 et ce dans le cadre du plan d'ajustement structurel.

1.2 L'Office des Céréales (OC) assure différentes fonctions se rapportant à la filière céréalière, il a notamment pour missions principale : i) L'approvisionnement du pays en céréales locales et importées ; ii) L'organisation et la régulation du marché des céréales ; iii) L'assurance du rôle de service Public. L'activité de collecte des céréales étant le prolongement de la production, C'est un maillon important de la filière céréalière. Elle est réglementée et fait l'objet d'un monopole dont la gestion est confiée par l'Etat à l'Office des Céréales).

1.5 Les ressources financières de l'Office des Céréales proviennent essentiellement d'un système de marges de rémunération perçues sur les activités de collecte, stockage, vente et transport. Lors de la collecte et du stockage des quantités importantes de poussières sont récoltées et en termes de valorisation de ces poussières l'OC a conduit plusieurs initiatives. Les expériences de l'Office des Céréales en matière de valorisation de la poussière émanant de la manutention des céréales sont intéressantes.

Valorisation de la poussière des céréales dans l'alimentation des petits ruminants : Une expérience a été faite en 2018 avec l'Office d'Elevage et de Pâturage en collaboration avec l'institut National Agronomique de Tunisie a réalisé des essais de valorisation de la poussière des céréales issue des silos de l'office des céréales dans l'alimentation des petits ruminants au sein de la ferme de l'OEP à Sawef. Et ce par l'incorporation de la poussière des céréales en substitution au son de blé à raison de 10% et 20% dans l'alimentation des petits ruminants.

Résultats :

Les résultats obtenus ont montré que l'incorporation de la poussière des céréales en substitution au son de blé à raison de 10% et 20% n'a pas eu d'effet sur le taux de croissances des agneaux.

Conclusions :

- Possibilité d'incorporer la poussière des céréales en substitution au son de blé à raison de 15% comme ingrédient dans la ration de base des petits ruminants. Toutefois, il faut faire les analyses sanitaires et nutritionnelles adéquates.
- Résultats encourageants mais l'expérience devrait être menée à plus grande échelle.
- Une suite est prévue.

Valorisation de la poussière des céréales par compostage : Une convention a été conclue entre l'Office des Céréales et le Centre International des Technologies de l'Environnement de Tunis le 02 février 2019, ayant pour objectif la réalisation des essais de valorisation de la poussière des céréales par compostage en andain au sein de la station pilote du CITET pour l'obtention d'un compost de bonne qualité.

Les résultats obtenus ont montré que la poussière des céréales est compostable. Elle peut être mélangée avec d'autres matières organiques pour donner des composts de qualités, homogènes et stables, présentant des -potentiels économiques et agronomique importants. Ces résultats ont été présentés lors de la journée d'information organisée par l'Office des céréales l'institut Arabes des Chefs d'Entreprises et ce le 18 mars 2021.

Livraison de la poussière des céréales aux producteurs de compost : Faisant suite aux résultats encourageants des essais menés au Centre International des Technologies de l'Environnement qui ont démontré la possibilité de valoriser les poussières par compostage, l'Office des Céréales a entamé la livraison des lots de ces poussières exclusivement aux producteurs de compost :

- Société la Verte Service
- Société Bio 76
- Société le Lapin du Sahel
- Société AGRI-MED
- Société Em Fertitech
- Direction Générale des Forêts – Commissariat Régional de Développement Agricole.

Lien de l'Avis Public : disponibilité des quantités de poussière émanant de la manipulation des céréales : <https://www.oc.com.tn/fr/disponibilites-des-quantites-de-poussiere-emanant-de-la-manipulation-des-cereales/>

Valorisation de la poussière des céréales dans la fabrication des aliments concentrés : Une convention a été conclue entre l'Office des Céréales et l'Office d'Elevage et de Pâturage le 21 septembre 2021 afin de réaliser la deuxième phase de l'expérience d'incorporation de la poussière des céréales en substitution au son de blé à plus large échelle :

Usines d'aliments pour bétail de l'OEP (usine Chanchou : fabrication Aliments complets pour les animaux de ferme à Gabes)

Encadrement et suivi des usines d'aliments pour bétail

Contrainte :

Arrêté du ministre de l'Agriculture et des ressources hydrauliques et du ministre de la santé publique du 9 juillet 2009, fixant la liste des produits dont l'usage est autorisé pour la fabrication des aliments de bétail.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent pour tous les produits susceptibles d'être utilisés pour la fabrication des aliments de bétail et destinés aux animaux terrestres ou marins élevés pour la consommation de leurs produits.

De ce fait la Direction Générales de la Production Agricole a interdit l'utilisation de la poussière des céréales dans l'alimentation de bétail et a préconisé de se limiter à l'expérimentation faite à l'Office d'Elevage et de Pâturage.

Valorisation de la poussière des céréales par compostage chez les agriculteurs et les producteurs de compost

Une convention a été conclue entre l'Office des Céréales et le Centre Technique de l'Agriculture Biologique le 21 mars 2022 dans le but de valoriser la poussière des céréales par compostage soit dans : i) Les stations de compostage chez les agriculteurs ; ii) Les stations de compostage chez les privés. Cette phase n'a pas encore démarré.

II. Problématique posée

2.1 Les activités de stockage, de manutention et de transport des céréales au niveau des silos de l'office des céréales génèrent des quantités importantes de poussières et de grains avariés qui peuvent atteindre 10 milles quintaux par an. Il convient de préciser que ces quantités proviennent surtout des céréales importées. Le dépoussiérage se fait mécaniquement (balai) et par aspiration (aspirateur). L'accumulation des poussières et des grains avariés sont favorables au développement et prolifération des insectes et des moisissures. Dans certaines conditions de stockage ou de manipulation, les poussières des céréales peuvent engendrer des incendies ou des explosions. La stratégie actuelle de l'Office des Céréales est la mise en décharge des poussières et des grains avariés avec un coût conséquent :

Coût total = Huissier de justice + ANGED +Transport+ Main d'œuvre

2.2 Une valorisation de ces déchets s'avère donc un choix judicieux afin de : i) Prévenir les risques d'explosion et d'incendie ; ii) Préserver l'environnement ; iii) Prévenir les infestations et protéger les grains stockés ; iv) Eviter les coûts engendrés par leur mise en décharge.

III. Objectif de la mission

L'objectif de la mission est de soutenir la valorisation des sous-produits céréaliers et l'entrepreneuriat agricole et rural à travers la valorisation des acquis de la recherche, la promotion des start-ups innovantes et le développement de l'écosystème entrepreneurial.

IV. Durée et déroulement de la mission

4.1 Les délais proposés pour cette prestation est de 8 mois. Le déroulement de la mission sera organisé en deux phases :

- Phase I : Elaboration d'un Plan de valorisation des sous-produits (poussières, sons, etc) ;
- Phase II : Sélection, formation et installation des start-ups.
- Phase III : Accompagnement des start-ups

4.2 Le consultant travaillera en étroite collaboration avec les diverses parties prenantes et organisera à la fin de chaque phase un atelier de restitution et de validation des résultats avec les acteurs concernés pour valider les produits et les livrables et assurer l'accompagnement requis.

Phase	Durée	Mission
Phase 1	2 mois	Élaborer un plan de valorisation de la poussière des céréales et du son à partir d'un diagnostic analytique partagé avec les parties prenantes : compostage, alimentation du bétail ou autres usages avec la participation des parties prenantes (OC-ISBST-CITET-Institut de l'Agriculture de Chott Meriem-OEP-APIA, Opérateurs privés, Start-ups en place, etc.).
Phase 2	2 mois	Présélectionner de 10 startups et assurer leur formation dans le domaine. Sélectionner les 6 meilleurs startups avec l'appui d'un panel (OC-ISBST-CITET-Institut de l'Agriculture de Chott Meriem-OEP-APIA, etc.) : Afin d'être sélectionnées, les startups devront présenter leur projet « valorisation de la poussière des céréales ».
Phase 3	4 mois	Accompagnement des startups : les 6 startups vont bénéficier d'un accompagnement (installation et post installation) et bénéficieront d'un accompagnement au niveau de la Biotech-Pôle de Sidi Thabet qui dispose d'une infrastructure d'incubation des jeunes porteurs de projets

innovants et bénéficie de la proximité de l'Institut Supérieur de Biotechnologie de Sidi Thabet ayant travaillé sur des questions similaires et dispose d'une expérience dans ce domaine.

Evaluation des résultats et des acquis.

V. Taches du Consultant

5.1 Les principales tâches du consultant concernent principalement ce qui suit :

- Etat des lieux et identification des besoins, collecte de données et informations.
- Analyse des données et proposition des opportunités innovantes ;
- Elaboration d'un Plan de valorisation de la poussière des céréales et du son.
- Sélection, formation et installation des start-ups,
- Accompagnement post-installation des start-ups.

VI. Livrables de la mission

6.1 Les principaux livrables de cette mission sont :

- Plan de Plan de valorisation de la poussière des céréales et du son ;
- Plan de sélection, de formation et installation des start-ups innovantes ;
- Plan d'accompagnement post-installation des start-ups ;
- Atelier de restitution des résultats.

VII. Profils et qualifications des consultants

7.1 La composition de l'équipe du projet se présente comme suit :

- Un Chef de projet titulaire d'un diplôme en agro-industrie ou équivalent et ayant une expérience minimale de 12 ans dans le développement agricole et rural, l'entrepreneuriat agricole et rural, le mentoring et le coaching, l'innovation et la promotion des jeunes entrepreneurs agricoles et ruraux.

- Un agroéconomiste titulaire d'un diplôme d'agroéconomie ou équivalent au moins et ayant une expérience minimale de 10 ans dans le développement agricole et rural, les projets innovants les chaînes de valeurs, les filières agricoles, le montage de projets, le management et la gestion, le coaching et le mentoring etc.

- Un agronome dans le domaine de promotion des chaînes de valeurs, de valorisation des produits et sous-produits agricoles, xxx, Titulaire d'un diplôme xxx au moins et ayant une expérience minimale de 10 ans dans le développement agricole et rural, les chaînes de valeurs, les filières agricoles, le coaching et le mentoring, la mobilisation etc.

- Un socio-institutionnel ou sociologue dans le domaine xxx, Titulaire d'un diplôme xxx au moins et ayant une expérience minimale de 10 ans dans l'animation rurale et agricole, les projets de développement, le coaching et le mentoring, etc.

VIII. Suivi et pilotage de l'étude

8.1 Le suivi de l'étude sera assuré par l'Unité de Coordination du Projet PAUSAT en place au sein de l'OC qui sera appuyée par un comité de pilotage pour orienter l'étude, apprécier ces résultats et valider ses livrables. Ce comité de pilotage, présidé par l'OC, sera composé à titre indicatif par des représentants de l'OC, de l'Institut Supérieur de Biotechnologie de Sidi Thabet (ISBST), du Centre International des Technologies de l'Environnement en Tunisie (CITET), de

l'Institut de l'Agriculture de Chott Meriem, de l'Office de l'Elevage et du Pâturage (OEP), l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles (APIA), etc (composition à affiner et à finaliser par décision du PDG de l'OC).

8.2 Le comité de pilotage de l'étude appuiera l'UCP et accompagnera le déroulement de l'étude conformément aux objectifs et résultats attendus et procèdera à la validation de ses livrables.

Acquisition d'une solution de visioconférence
Spécifications techniques de la solution

Acquisition des équipements :

Spécification	Description
Exigences générales	Solution intégrée pour une salle de 10 mètres avec microphones, haut-parleurs et écran tactile intégrés.
Ecran	Tactile, 86 pouces
Compatibilité	Le système de visioconférence devra être compatible avec les applications de visioconférence comme teams, zoom, Google meet etc...
Fonctionnalités intelligentes	Suivi automatique de l'interlocuteur La détection et la suppression automatiques du bruit garantissent que la réunion est exempte de bruit de fond distrayant
Camera	Champ de vision $\geq 70^\circ$
Connectivité	HDMI, WIFI, USB et RJ45.
Accessoire de fixation	Support Mobile pour l'écran
Accessoire pour le contrôle de projection à distance	Accessoire pour le contrôle de projection à distance (tablette ou autre)
Mode d'entrée (d'écriture)	Doigt, stylo...
Accessoire de contrôle d'écran	Deux Stylos

Prestation de service :

Spécification	Caractéristiques minimales exigées
Installation de la solution	Installation de la solution complète de vidéoconférence. Tous les accessoires d'installation doivent être fournis.
Paramétrage de la solution	Paramétrage de la solution en fonction du besoin de l'Office en termes de : ✓ Qualité vidéo et audio ✓ Echange en temps réel ✓ Simplicité d'exploitation du système par le personnel ✓ Sécurité (accès réseaux et contenu)
Durée de la garantie	1 année



Formation et transfert des compétences	2 jours de formation sur l'ensemble des équipements.
Prestations couvertes	Pièces et main d'œuvre

Cout estimatif de l'acquisition : 100 000 DT.

PLAN DE PASSATION DE MARCHES

Système de passation des marchés ⁱⁱⁱ	Package No.	Description du Package	Catégorie ^{iv}	Lot No. ^v	Description du Lot ^{vi}	Coût estimatif (UC)	Mode de passation des marchés	Pré-or Post-Qualification	Contrôle de la passation des marchés ^{vii}	Date de publication prévue de l'Avis spécifique d'appel d'offres
Méthodes et Procédures de la Banque	C.1	Etude d'élaboration et de mise en place d'une plateforme digitalisée de suivi mutualisé de la collecte des céréales	Services de consultants			100 000	SBQC	NA	Priori	Juin 2023
Méthodes et Procédures de la Banque	C.2	Etude d'élaboration d'un Plan de Continuité des Activités (PCA) et amélioration de la sécurité du système d'information de l'OC	Services de consultants			80 000	SBQC	NA	Priori	Juillet 2023
Méthodes et Procédures de la Banque	C.3	Etude d'élaboration d'un Plan de valorisation des sous-produits céréaliers (poussières et son) et promotion des start-ups innovantes	Services de consultants			75 000	SBQC	NA	Priori	Juin 2023
Système passation marchés de l'Emprunteur (SPME)	C.4	Equipement digital	Biens	1	***	25 000	Procédure simplifiée d'appel d'offres	NA	Audit des marchés	Juin 2023

Fiche NOCES

NOTE DE CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (NOCES) 		GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT	
A. - Information de base			
Nom du Projet : PROJET D'APPUI TECHNIQUE A LA DIGITALISATION ET A L'INNOVATION DE LA FILIERE CEREALIERE (PATDIFIC)		Code SAP du projet : P-TN-AAI-029	
Pays : Tunisie	Instrument de financement : ID <input checked="" type="checkbox"/> IF <input type="checkbox"/> AB <input type="checkbox"/> PE <input type="checkbox"/> GU <input type="checkbox"/> APR <input type="checkbox"/> PP <input type="checkbox"/> FAR <input type="checkbox"/>		
Secteur Responsable du Projet : Agriculture	Chargé du Projet : Rafia Marrouki		
Date de la mission d'évaluation ex-ante : novembre 2022	Date prévue de présentation pour Approbation : 28/12/2022		
Spécialiste en sauvegarde environnementale : Mohamed Adnane BEZZAOULA			
Spécialiste en sauvegarde sociale : NA			
Catégorie environnementale et sociale : 3	Date de catégorisation : 9/12/22	Type d'opération : OS <input checked="" type="checkbox"/> ONS <input type="checkbox"/> OBP <input type="checkbox"/>	
Ce projet est-il préparé dans un contexte de réponse d'urgence à une crise ou catastrophe ?		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Ce projet est-il préparé sous dérogation de l'application du Système de Sauvegarde Intégré ?		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
B. - Publication et Suivi de la Conformité			
B.1. Publication obligatoire			
Evaluation Environnementale et Sociale/Audit Système/Autres (spécifier : NA)			
Le(s) document(s) a-t-il/s ont-ils été publié(s) avant l'évaluation ex-ante ?		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>	
Date de publication dans le pays, par l'emprunteur/client		[Date]	
Date de réception, par la Banque, de l'autorisation de publier		[Date]	
Date de publication par la Banque		[Date]	
Cadre de Politique/Plan d'Action de Réinstallation/Autres (spécifier : NA)			
Le(s) document(s) a-t-il/s ont-ils été publié(s) avant l'évaluation ex-ante ?		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>	
Date de publication dans le pays, par l'emprunteur/client		[Date]	
Date de réception, par la Banque, de l'autorisation de publier		[Date]	
Date de publication par la Banque		[Date]	
Cadre de Gestion/Plan d'Action pour les Groupes Vulnérables/Autres (spécifier : NA)			
Le(s) document(s) a-t-il/s ont-ils été publié(s) avant l'évaluation ex-ante ?		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>	
Date de publication dans le pays, par l'emprunteur/client		[Date]	
Date de réception, par la Banque, de l'autorisation de publier		[Date]	
Date de publication par la Banque		[Date]	
Si la publication dans le pays, de n'importe lequel des documents cités ci-dessus, n'est pas possible, bien vouloir fournir les raisons légales : NA			
B.2. Indicateurs de suivi de la Conformité			
Est-ce qu'un budget et un calendrier appropriés, ainsi que des responsabilités institutionnelles claires, ont été préparés pour la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales ?		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>	
Est-ce que les coûts liés aux mesures environnementales et sociales, y compris le mécanisme de gestion des plaintes ont été intégrés au coût total du projet ?		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>	
Le montant total pour la réinstallation des personnes affectées, tel qu'intégré dans le coût total du projet, est-il adéquat, mobilisé et disponible ?		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>	
Est-ce que le système de suivi-évaluation du projet inclut le suivi des impacts et mesures de sauvegarde environnementale et sociale ?		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>	
Est-ce que les arrangements institutionnels adéquats ont été convenus avec l'emprunteur/client, puis intégrés correctement dans les accords juridiques du projet ?		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>	
C. - Approbation			
Le projet est-il en conformité avec les exigences de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque, et peut donc être soumis à l'approbation du Conseil d'Administration ? → → → → → Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>			
Préparé par :	Nom :	Signature :	Date :
Spécialiste en Sauvegarde Environnementale :	Mohamed Adnane BEZZAOULA		13/12/2022
Spécialiste en Sauvegarde Sociale :	NA		
Chargé du Projet :	Rafia Marrouki		
Soumis par :			
Directeur sectoriel :			
Approuvé par :			
Directeur SNSC :	Marcus Sani ISSA		

Note : Cette NOCES doit être en annexe du Rapport d'Évaluation ex-ante présenté à la Haute Direction puis au Conseil d'Administration. ¶

¶ ID=Investissement Direct ; IF=Intermédiaire Financier ; AB=Appui Budgetaire ; PE=Petit Entreprise ; GU=Guarantee ; APR=Accord de Participation au Risque ; PP=Prise de Participation ; FAR=Financement lié aux Résultats. ¶

ENVIRONMENTAL AND SOCIAL COMPLIANCE NOTE (ESCON)



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP

A. Basic Information

Project Title: MIC GRANT TECHNICAL SUPPORT PROJECT FOR DIGITALIZATION AND INNOVATION IN THE CEREAL SECTOR (PATDIFIC)		Project SAP-code: P-TN-AA0-0290	
Country: Tunisia	Leading Instrument: DI <input checked="" type="checkbox"/> FI <input type="checkbox"/> CL <input type="checkbox"/> BS <input type="checkbox"/> GU <input type="checkbox"/> RPA <input type="checkbox"/> EF <input type="checkbox"/> RBF <input type="checkbox"/>		
Project Sector: Agriculture	Task Team Leader: Marouki Rafia		
Appraisal date: November 2022	Estimated Approval Date: 28/12/2022		
Environmental Safeguards Officer: Mohamed Adnene BEZZAOULA			
Social Safeguards Officer: N/A			
Environmental and Social Category: 3	Date of categorization: 9/12/22	Operation type: SO <input checked="" type="checkbox"/> NSO <input type="checkbox"/> PBO <input type="checkbox"/>	
Is this project processed under rapid responses to crises and emergencies?		Yes <input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/>	
Is this project processed under a waiver to the Integrated Safeguards System?		Yes <input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/>	

B. Disclosure and Compliance Monitoring

B.1 Mandatory disclosure

Environmental Assessment/Audit/System/Other (specify: NA)	
Was/Were the document (s) disclosed prior to appraisal?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Date of "in-country" disclosure by the borrower/client	[Date]
Date of receipt, by the Bank, of the authorization to disclose	[Date]
Date of disclosure by the Bank	[Date]
Resettlement Action Plan/Framework/Other (specify: NA)	
Was/Were the document (s) disclosed prior to appraisal?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Date of "in-country" disclosure by the borrower/client	[Date]
Date of receipt, by the Bank, of the authorization to disclose	[Date]
Date of disclosure by the Bank	[Date]
Vulnerable Peoples Plan/Framework/Other (specify: NA)	
Was the document disclosed prior to appraisal?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Date of "in-country" disclosure by the borrower/client	[Date]
Date of receipt, by the Bank, of the authorization to disclose	[Date]
Date of disclosure by the Bank	[Date]

If in-country disclosure of any of the above documents is not expected, as per the country's legislation, please explain why: N/A

B.2 Compliance monitoring indicators

Have satisfactory calendar, budget and clear institutional responsibilities been prepared for the implementation of measures related to safeguard policies?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Have costs related to environmental and social measures, including for the running of the grievance redress mechanism, been included in the project cost?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Is the total amount for the full implementation for the Resettlement of affected people, as integrated in the project costs, sufficient, mobilized and secured?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Does the Monitoring and Evaluation system of the project include the monitoring of safeguard impacts and measures related to safeguard policies?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>
Have satisfactory implementation arrangements been agreed with the borrower and the same been adequately reflected in the project legal documents?	Yes <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/>

C. Clearance

Is the project compliant to the Bank's environmental and social safeguards requirements, and to be submitted to the Board?

Yes ☒ No ☐

Prepared by:	Name:	Signature:	Date:
Environmental Safeguards Officer:	Mohamed Adnene BEZZAOULA		13/12/2022
Social Safeguards Officer:	N/A		
Task Team Leader:	Rafia Marouki		
Submitted by:			
Sector Director:			
Cleared by:			
Director SNSC:	Moussa Sani ISSA		

Note: This ESCON shall be appended to project appraisal request documents before Sector Management and/or Board approval.

DI=Direct Investment; FI=Financial Intermediary; CL=Corporate Loan; BS=Budget Support; GU=Guarantee; RPA=Risk Purchase Agreement; EF=Equity Financing; RBF=Revolving Fund Financing.

ⁱ L'Office des Céréales est créé en vertu du décret-loi n°62-10 du 3 avril 1962 tel que ratifié par la loi n° 62-18 du 24 mai 1962, amendé par le décret -loi n°70-7 du 26/9/1970. C'est un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. L'office assure différentes fonctions se rapportant à la filière céréalière, il a notamment pour missions principales : i) L'approvisionnement du pays en céréales locales et importées ; ii) L'organisation et la régulation du marché des céréales, iii) L'assurance du rôle de service Public.

ⁱⁱ L'ensemble des intervenants dans l'activité de la collecte des céréales gère des centres implantés dans les zones de production dont le nombre est d'environ 200 centres. Ils se répartissent entre 179 centres permanents et 21 centres occasionnels. La capacité de collecte globale est d'environ 7 millions de Qx, constituée de Silos (béton et métallique) à hauteur de 60% , de magasins (30%) et bacs australiens (10%) tous implantés dans les zones de production. La quantité des céréales collectées durant les campagnes céréalières se caractérise par une très grande variabilité inter annuelle et inter régionale et représente 50% de la production nationale. La collecte reste tributaire des conditions climatiques et évolue en dents de scie. Elle atteint parfois des quantités considérables durant les années favorables et chute à des niveaux parfois très bas durant les années climatiquement difficiles (déficit pluviométrique).

ⁱⁱⁱ Insérer les systèmes de passation de marchés utilisés dans le cadre du projet (Système de passation de marchés de l'Emprunteur (SPM) et/ou Méthodes et procédures de la Banque et/ou de tierce partie)

^{iv} Indiquer : Biens / Travaux / Services de consultant / Services autres que les services de consultant

^v Si applicable

^{vi} Si applicable

^{vii} Indiquer (Audit des acquisitions / Examen a posteriori / Examen a priori)